



TRIBUNE

Socialiste

Hebdomadaire du parti

unifié

N° 85

20 JANVIER 1962

PRIX : 0,40 NF

RIPOSTER tout de suite

QU'EST-CE que l'O.A.S. ? Quelle menace représente-t-elle exactement aujourd'hui ?

Nous ne surestimons pas ses forces. Nous ne tombons pas dans le piège de ses méthodes d'intoxication où se mêlent les manifestations puériles et l'assassinat. Nous savons que si elle est appuyée en Algérie par la quasi-unanimité des Européens, elle n'a pas, en France, le soutien d'une fraction importante de l'opinion publique. Elle n'est, à l'heure présente, qu'une minorité d'aventuriers politiques utilisant pour le meurtre et l'attentat quelques déclassés et quelques déséquilibrés. Elle n'est pas — pas encore — l'équivalent de ce que furent, en 1922, le parti fasciste italien ou, en 1932, le parti nazi en Allemagne.

Ce serait donc une erreur d'apprécier ses forces en se posant seulement la question de savoir si elle est en mesure de tenter tout de suite en France un coup de force et en se demandant quelles sont ses chances de réussir.

Le danger est d'une autre nature.

La force de l'O.A.S., c'est la faiblesse du Pouvoir gaulliste, les complicités qu'elle trouve dans l'armée, la police, les administrations, l'attentisme de la droite traditionnelle. C'est surtout la prolongation de la guerre et le risque de voir l'Algérie sombrer dans un chaos sanglant. C'est enfin, il faut avoir le courage de le dire, la lenteur des forces antifascistes à s'unir pour préparer leur contre-offensive.

La plus grande erreur que nous puissions commettre, c'est de croire qu'il suffit d'attendre le coup de force avec la conviction qu'alors une puissante riposte s'organiserait spontanément.

Les dirigeants de l'O.A.S. savent bien quelle est leur seule chance : livrer une guerre d'usure, faire durer la situation actuelle, empêcher par tous les moyens l'accord avec le G.P.R.A. et son application, maintenir ce régime de duplicité, de faiblesse et d'incohérence, créer dans le pays une atmosphère d'insécurité, épouvanter les timorés et utiliser à son profit la crainte de la guerre civile, comme les gaullistes l'utilisèrent en 1958 en face d'une gauche désunie et désemparée.

Mais voici précisément ce qui joue cette fois en faveur de la gauche et de la résistance antifasciste : trois ans de gaullisme ont ouvert les yeux ; la preuve est faite qu'on n'écarte pas les dangers par des combats en retraite et par la tactique du moindre mal. Les illusions sur de Gaulle, « sauveur de la démocratie et protecteur de la paix civile », sont aujourd'hui dissipées. Si l'union sans exclusive se heurte encore à des obstacles au niveau des directions nationales, des progrès sont chaque jour enregistrés au niveau des organisations départementales et locales.

Combattre l'O.A.S., c'est assurément se préparer, avec les moyens appropriés, à riposter à la violence et aux tentatives de coup de force.

Mais combattre l'O.A.S., c'est aussi poursuivre une action de caractère politique : pousser à l'union de toutes les forces antifascistes, exercer une pression populaire de plus en plus forte pour hâter l'heure d'un accord avec le G.P.R.A., démasquer partout les complices et demi-complices de l'O.A.S., les investir de l'hostilité populaire ; c'est enfin et surtout montrer que la gauche est prête à prendre la relève d'un régime en décomposition.

T. S.

L'O.A.S. n'est forte que de la faiblesse du pouvoir et de la division de la gauche.



(Keystone.)

Pour la paix en Algérie
Contre l'O.A.S.

TOUS à la Mutualité
le jeudi 18 janvier à 20 h. 45

Invitations à retirer au siège du P.S.U. : 8, rue Henner, Paris-IX.

Le couteau de Jeannot

DES réussites innombrables attestent, on le sait, l'effort de « rénovation » qui est le signe du règne gaulliste. Nul n'en ignore, en dehors des mauvais esprits. La France a, depuis le 13 mai 1958, conquis, à l'intérieur comme à l'extérieur, « une place qui s'épanouit » (sic). Si quelqu'un était tenté de le méconnaître ou de l'oublier, le chef de l'Etat est là pour le rappeler dans ce style dont Jean-François Revel a si curieusement analysé (1) le vocabulaire, les tournures et surtout cette recherche de la sonorité dans l'imprécision qui sont au Système ce qu'était aux régimes défunts le style de leurs mobiliers...

Dans l'allocution qu'il a bien voulu accorder aux Français et aux Françaises en fin d'année, Charles de Gaulle s'est maintenu au rythme qui lui est propre.

A l'entendre, à relire ensuite le texte dans la presse, on se surprend à fredonner le vieux couplet « Tout va très bien, madame la marquise... ». Mais c'est sans nul doute parce que nous portons en nous, neurasthéniques incurables, la nostalgie de la République de papa — non pas cet enfant malvenu que Charles de Gaulle enfanta à la Libération, mais bien celle que l'Histoire a baptisée « la République des républicains ».

C'est, après tout, bien possible. Et cependant, tout n'est-il pas, depuis le 1^{er} juin 1958, pour le mieux dans le meilleur des mondes ? Vous en doutez ? Relisez l'allocution. Oseriez-vous insinuer que Charles de Gaulle prend avec l'Histoire autant de libertés qu'il en prend avec la syntaxe (s'il faut en croire Revel) et que son éloquence serait, en définitive, de la nature du soleil « sans qui les choses ne seraient que ce qu'elles sont » ?

Accommoderait-il, par exemple, quelque peu la vérité lorsqu'il rappelle que, depuis qu'il est là, « notre pays pendant presque quatre années a eu un seul gouvernement » et que, ajoute-t-il fièrement, « au cours des trois premières années, je n'ai nommé qu'un Premier ministre ».

On ne saurait contester ce fait surprenant peut-être mais évident : nommé Premier ministre le 9 janvier 1959, M. Michel Debré, informations prises, est toujours là.

Mais, que le chef de l'Etat nous excuse si nous nous permettons de lui remettre sous les yeux sa propre Constitution... Il ne nomme pas seulement le Premier ministre. « Sur la proposition du Premier ministre, il nomme les autres membres du gouvernement et met fin à leurs fonctions. » (Article 8.)

Si nous avons bonne mémoire, c'est beaucoup plus d'une fois en trois ans que le président de la République a été amené à procéder à cette formalité appelée autrefois, au temps des lampes à huile et de la liberté de la presse, « remaniement ».

Qu'on en juge plutôt !

Depuis le 9 janvier 1959, le ministre de l'Information n'a pas eu moins de cinq titulaires : MM. Malraux, Soustelle, Frey, Terrenoire, La Malène.

Dans le même temps, quatre ministres successifs à l'Intérieur : MM. Pelletier, Berthouin, Chatenet et Frey.

Deux à la Justice (Michelet, Chenot), à la France d'Outre-Mer (Cornut-Gentille, Lecourt), aux Anciens Combattants (Michelet, Triboulet), au Commerce (Ramonet, Jeanneney), à la Défense Nationale (Guillaumat, Messmer), à la Santé Publique (Chenot, Fontanet). Sans oublier, bien sûr, les Finances où M. Baumgartner a pris la place d'Antoine Pinay, et encore moins l'Education Nationale où Bouloche a dû céder la sienne à Lucien Paye.

En bref, sur vingt ministères, onze ont changé au moins une fois de titulaire.

Si on ajoute à cette nomenclature les mutations internes et les « rallonges » ajoutées à tout instant pour

mettre en place des féaux dignes d'une confiance évolutive, on a tout de même, n'est-il pas vrai, l'impression que la fameuse « stabilité politique » tient du puzzle plus que du chêne massif...

Sur les vingt ministres qui prirent le départ le 9 janvier 1959, dix — la moitié — ont été portés « disparus » (Waldeck-Rousseau et Combes n'avaient que douze collaborateurs ; la « dictature des partis » les maintint au pouvoir, le premier pendant trois ans, le second, après les élections de 1902, pendant deux ans et demi).

Pour M. Houphouët-Boigny, son départ fut une conséquence obligatoire de la mise en marche de la nouvelle Communauté. Mais les autres ?

MM. Berthoin et Houdet, tous deux sénateurs, démissionnèrent le 28 mai 1959 (ils venaient d'être réélus sénateurs et avaient dû renoncer à leur mandat pour rester ministres), à la suite du premier conflit qui opposa le Sénat à M. Michel Debré.

Sept mois après, c'était M. Bouloche qui s'en allait, le 23 décembre 1959, pour ne pas se solidariser plus longtemps avec la politique scolaire du gouvernement.

Le 12 janvier 1960, c'est au tour de M. Pinay. Celui-là ne part pas : il est « démissionné » comme le seront, le 5 février suivant, MM. Soustelle et Cornut-Gentille. Incompatibilité d'humeur...

L'année suivante, le 24 août 1961, c'est la grande tournée. D'un seul coup, trois ministres, MM. Michelet, Lecour et Rochereau sont invités à prendre quelque repos.

Avouez que le bilan de cette « stabilité politique » rappelle étrangement cette époque lointaine où les « crises » se succédaient si fâcheusement.

Seulement, comme maintenant le Parlement n'est plus qu'une figuration dans un décor immuable, tout se passe à l'intérieur. En plus, il y a chaque année un coup de force en Algérie pour retenir l'attention. Comme dit l'autre : c'est-il pas plus gentil comme ça !

Sans contredit possible, cette manière ingénieuse d'arranger les choses fait penser au légendaire « couteau de Jeannot ».

On connaît l'histoire : Jeannot avait un couteau de poche. Un beau couteau à plusieurs lames qu'il tenait de son père. De temps en temps, une de ces lames était trop usée, ou bien sa forme ne plaisait plus à Jeannot. Qu'à cela ne tienne, il la changeait. Bientôt, il ne resta plus du couteau de papa que le manche.

Mais Jeannot faisait, à tout instant, parade de son couteau. « Il est toujours le même, observait-il finement en bombant le torse, tandis que vous avez, vous autres, égaré et changé le vôtre tant et tant de fois ! » Comme il était disert et volontiers sentencieux, il en tirait témoignage des hautes vertus dont il offrait le rare exemple. Les gens, pour la plupart, opinèrent en hochant la tête. A la réflexion, pourtant, un doute terrible leur enfla l'esprit et leur fit se poser cette insolente question : « Jeannot ne finit-il pas par prendre lui-même au sérieux cette fable qu'il a inventée pour nous impressionner et qu'il nous conte ?... Ou plus simplement du haut de sa grandeur (comme on dit), nous prend-il pour les benêts sans cervelle et sans jugement ? »

Je vous raconte cette histoire, notez-le bien, à tout hasard !

Charles LUSSY.

(1) Jean-François Revel, « Le Style du Général », chez Julliard.

En Algérie comme en France le danger du fascisme croît de jour en jour

A l'issue de ses délibérations au Maroc, le G.P.R.A. a publié un communiqué. La première partie de ce document concerne l'éventuelle négociation franco-algérienne. « Le G.P.R.A. a noté l'évolution vers une solution pacifique et négociée du problème algérien. »

Le communiqué se réfère ainsi, sans le dire explicitement, aux contacts secrets que des mandataires des deux parties ont eus au cours des dernières semaines. Il semble donc qu'un certain rapprochement entre les thèses algériennes et gaullistes se soit produit.

Le G.P.R.A. exprime ensuite l'espoir qu'un accord permettrait l'application « sincère et loyale » du droit du peuple algérien à disposer de lui-même (c'est-à-dire du droit à l'indépendance). L'exercice de cette « autodétermination » doit être entouré de garanties pour les Algériens. Le G.P.R.A. confirme également qu'il est prêt à garantir « les intérêts légitimes de la France et des Européens d'Algérie ».

Il semble donc que les négociations, cette fois officielles, pourraient s'engager. De Gaulle et Debré n'ont plus de prétextes « préalables » pour les éviter. Il ne faut cependant pas se laisser aller à l'optimisme en ce qui concerne l'aboutissement de ces négociations et surtout leur aboutissement rapide.

Du côté français, on veut se persuader que le G.P.R.A. aurait esquissé un « virage ». Il suffit de lire le communiqué pour s'apercevoir qu'il n'en est rien. Le G.P.R.A. a toujours été favorable à la négociation sur la base de la reconnaissance aux Algériens du droit à l'indépendance. Il n'a rien cédé sur l'intégrité du territoire algérien (Sahara). Il a toujours déclaré être prêt à accorder des garanties aux intérêts « légitimes » de la France (donc pas aux intérêts résultant de la conquête de l'Algérie ni aux intérêts coloniaux nés de l'occupation). Il a toujours invité les Européens à rester dans la future République algérienne indépendante afin de coopérer au développement économique du nouvel Etat.

Le G.P.R.A. aurait pu s'engager immédiatement si l'indépendance avait été admise sans délai et si le G.P.R.A. était au moins reconnu en tant que gouvernement de fait. Mais de Gaulle ne l'entend pas ainsi. Il s'accroche à l'« autodétermination » dont les résultats ne font cependant aucun doute, mais qui est irréalisable dans la situation créée par l'action de l'O.A.S. Quel genre de garanties le gouvernement pourrait donner au G.P.R.A. pour assurer une consultation populaire « sincère et loyale », étant donné que le pouvoir de fait est exercé en Algérie par les commandos de l'ex-général Salan et non par le malheureux Morin, enfermé dans ses « Rochers Noirs » qui peuvent « sauter » un de ces quatre matins !

Le G.P.R.A.

déclare la guerre à l'O.A.S.

C'est là que se place la deuxième partie du communiqué du G.P.R.A. Ce dernier déclare avoir arrêté les mesures nécessaires « en vue de briser l'action des groupes colonialistes et fascistes qui essaient d'entraîner les Européens dans la voie d'une aventure qui risque de mettre en cause leur avenir et leurs intérêts légitimes ».

Derrière ces termes volontairement mesurés se dissimule la véritable préoccupation du G.P.R.A. Il ne croit plus le gouvernement du général de Gaulle capable de mettre fin à l'action de l'O.A.S. Il décide donc d'intervenir lui-même.

L'O.A.S. ne peut pas ignorer cette menace du G.P.R.A. Les commandos F.L.N. possèdent une mobilité plus grande que ceux de l'O.A.S. Leurs services de renseignements sont beaucoup plus souples et rapides que ceux de l'ex-général Salan. Ils sont à même de localiser facilement les maquis et les cachettes de l'O.A.S. tant dans le bled que dans les villes. Leurs embuscades peuvent paralyser dans une grande mesure les déplacements de l'O.A.S.

L'entrée en scène du F.L.N. (et de toute la population algérienne) est de nature à faire réfléchir l'état-major de Salan.

Est-ce à cette menace que l'O.A.S. a répondu en enlevant d'une prison

quatre prisonniers F.L.N. dont trois avaient été condamnés à mort et le quatrième à la détention perpétuelle ? Est-ce un avertissement de l'O.A.S. à l'adresse du F.L.N. ?

Un nombre considérable de combattants du F.L.N. se trouvent en effet dans les prisons et camps d'internement d'Algérie. Ils sont tous à la merci de l'O.A.S. qui peut exécuter facilement d'autres raids contre les lieux de détention des Algériens.

On peut aussi penser que cet exploit de l'O.A.S. est destiné à donner aux Européens une suprême « satisfaction » : l'exécution des terroristes que de Gaulle « ne permet pas d'exécuter ».

Je penche vers la première hypothèse. La lutte entre l'O.A.S. et le F.L.N. est déjà engagée. A chaque attentat O.A.S. contre des musulmans, le F.L.N. répond par un contre-attentat. Depuis quelques jours, le nombre de tués et de blessés dans la population algérienne et européenne augmente. Au cours du dernier week-end, il y a eu 48 tués et 116 blessés.

Le terrorisme et le contre-terrorisme frappent aveuglément les gens de l'une et l'autre communauté. C'est trop souvent le hasard qui choisit les victimes.

Le porte-parole du G.P.R.A. a cependant annoncé, le 15 janvier, que les commandos du F.L.N. ont exécuté 73 activistes de l'O.A.S. C'est cette action du F.L.N. que l'O.A.S. doit redouter le plus.

La situation en France évolue

Mais si la situation en Algérie s'aggrave pour l'O.A.S., celle de la France, au contraire, évolue dans un sens favorable pour Salan. C'est au gouvernement que les conjurés le doivent.

On se souvient de la campagne déclenchée par le ministre du Commerce Missoffe contre les bouchers. Il les a menacés de taxer la viande, de fermer leurs étals, de les poursuivre en justice. La viande n'a pas baissé. Elle a même augmenté. Et aucune des mesures annoncées par le gouvernement pour défendre les intérêts des consommateurs n'a été prise.

Le même ministre a eu un moment de lucidité : il s'est aperçu que les marges bénéficiaires des petits commerçants étaient exorbitantes. Quelquefois, elles dépassent 50 p. 100 ! Le ministre a donc menacé le petit commerce marginal de sanctions et de la concurrence organisée avec le concours des grands établissements commerciaux, mais là encore, aucun acte décisif n'a suivi les menaces.

Et pour cause. Dans le cadre du régime capitaliste, il est très difficile de prendre des mesures radicales contre les petits commerçants parasitaires sans toucher aux principes sacrosaints de la propriété privée. Mais quand on n'a pas les moyens ni la volonté d'aller jusqu'au bout, il vaut mieux ne pas proférer les menaces.

La prolétarisation qui guette la petite bourgeoisie à la suite de la concentration croissante des capitaux tant dans l'industrie que dans le commerce inquiète. Les menaces du gouvernement ont certes provoqué un moment de panique. Vers quel camp politique peuvent se diriger ces éléments de la population française ? Le poujadisme est mort et rien ne peut le ressusciter. Mais la réaction fascisante a, à présent, un pôle d'attraction plus sérieuse que n'a été dans son temps le poujadisme. C'est l'O.A.S.

La fascisation rapide de cette partie de la petite bourgeoisie ne peut que favoriser l'action paramilitaire de l'O.A.S. dans la métropole. Ces éléments lui fournissent enfin la base populaire qui lui manquait. Ainsi, l'O.A.S., d'une organisation clandestine de militaires, peut se transformer rapidement en un mouvement fasciste et « anticapitaliste » : la lutte contre de Gaulle, le désir de renverser la V^e République peuvent se doubler d'une campagne démagogique semblable à celle de Hitler contre les « grands magasins juifs qui détruisent l'honnête petit commerce aryen », contre la « ploutocratie qui s'allie au communisme », contre « la démocratie qui avachit le peuple ».

Si cette évolution s'accroît, la situation en France pourrait se modifier rapidement, et le danger fasciste deviendra de jour en jour plus grand.

Oreste ROSENFELD.

Où sont les étudiants algériens disparus depuis un mois ?

La conférence de presse, tenue mercredi 10 janvier, par l'U.N.E.F. et l'Association des Etudiants musulmans nord-africains (A.E.M.N.A.), la grève des cours et la grève de la faim suivies, jeudi, dans toute la France par les étudiants maghrébins, ont mis l'opinion publique en face du drame des étudiants algériens qui poursuivent leurs études en France, malgré les difficultés de leur situation et les brimades dont ils sont tous les jours les victimes.

LES faits sont simples : dans le courant du mois de décembre, cinq étudiants étaient arrêtés. Au début de janvier, un communiqué de l'U.N.E.F. signalait qu'on était sans nouvelles de quatre d'entre eux. Depuis, on apprendait que des deux étudiants arrêtés à Montpellier, l'un — Ghezali Meziane — avait été « renvoyé dans son douar d'origine », et que l'autre — Bousalah — était interné au camp de Vadenay, en Algérie.

Mais qu'est devenu Hamou Kaci, arrêté à Annecy ?

Qu'est devenu Yanat Mahni, arrêté le 29 novembre à Paris par la brigade des agressions criminelles ? Pourquoi est-on sans nouvelles de lui depuis cette date ?

Si, après les présidents de l'U.N.E.F. et de l'A.E.M.N.A., nous posons à notre tour ces questions, c'est que nous sommes trop instruits par l'expérience pour ne pas sentir tout ce qu'il peut y avoir d'inquiétant dans ces disparitions. Nous qui avons connu Yanat, nous avons trop d'estime pour lui pour ne pas partager l'angoisse de ses camarades et pour ne pas mettre en garde le Pouvoir et la « justice » français contre les conséquences d'actes qui sont malheureusement fréquents.

Le gouvernement ne peut reprocher, alors qu'en paroles il reconnaît la légitimité des aspirations du

peuple algérien à l'indépendance, aux étudiants algériens d'affirmer leur solidarité avec ceux-là mêmes dont ils partagent les conditions d'existence. La répression dont ils sont, tout comme les travailleurs algériens, les victimes, la dégradation constante de leurs conditions de vie, placent les étudiants devant la nécessité d'un choix : ou bien rester en France et subir l'arbitraire, les contrôles lorsqu'ils se rendent aux cours, les rafles et leurs suites ; ou bien quitter les Universités françaises, suivre tous ceux qui, depuis quelques années, ont préféré gagner la Suisse, l'Allemagne de l'Ouest, la Tchécoslovaquie... Ce qui avait été rendu possible, après les grèves des cours de 1956, par la reprise des relations entre l'U.N.E.F. et l'Union générale des Etudiants musulmans algériens, par l'affirmation de la solidarité entre les étudiants français et algériens, c'est-à-dire le maintien en France (à Paris, à Rennes ou à Poitiers) de quelque mille étudiants (alors qu'on en trouve près de 2.000 dans les universités étrangères), risque d'être demain impossible.

« Ni les récentes arrestations, ni l'arbitraire dont elles s'accompagnent ne sont choses nouvelles », a déclaré le président de l'A.E.M.N.A., « mais étant donné le contexte dans lequel elles se déroulent, il est permis de s'interroger sur leur signification ». Le gouvernement veut-il le départ massif des étudiants algériens ? Avec qui pense-t-il alors établir cette coopération qu'il estime nécessaire entre la France et l'Algérie ?

Les étudiants ont pris position. Mais il appartient à l'opinion publique tout entière d'exiger que soient libérés les étudiants arrêtés, que cesse l'arbitraire, que soit rétablie la liberté d'organisation et d'opinion pour les Algériens, que toute lumière soit faite sur ces disparitions. Le dernier appel de nos camarades algériens doit être entendu, si nous voulons sauvegarder cette solidarité que nous affirmons.

R. L.

Le dimanche du procureur

Ç'AVAIT été une semaine bien remplie. Bien remplie et passablement terminée : le prêtre condamné à trois ans ; on n'en reparlerait pas de sitôt.

Toutefois M. le procureur, pardon ! M. le commissaire du gouvernement n'éprouvait pas la satisfaction du devoir accompli dans sa plénitude, et somme toute, en ce dimanche d'hiver qui incitait à la réflexion dans une chambre tiède, M. le commissaire du gouvernement pensait qu'il n'avait gagné qu'à demi, ce qui revenait à s'apercevoir qu'il avait à moitié perdu.

Requérir une lourde peine et ne grappiller que trois ans — surtout si l'on considère que le client est détenu depuis une année — cela se réduit à trop peu de choses !

Il s'efforçait pourtant à la consolation... Un accusé difficile, ça oui, qui osait reconnaître les faits (mauvais cela, toujours mauvais pour qui soutient l'accusation) — et qui ergotait sur les intentions, qui prétendait expliquer au nom de quels principes, de quel idéal, il avait agi — alors qu'il s'agissait d'atteinte pure et simple à la sûreté de l'Etat, fondement de la société légitime — et un prêtre encore !

A cet égard M. le commissaire du gouvernement avait son opinion faite. Ces gens-là ne valent pas plus cher que les autres... Prêtres et pasteurs, on en a épinglé quelques-uns ces temps-ci, mais il est sûr que si on pouvait y aller voir de plus près... Et le colonel-procureur soliloquait de long en large dans sa chambre tiède.

Il songeait. Les témoins ! les témoins dits de moralité : quelle plaie ! quel obstacle à la prompte et saine administration de la justice ! Vit-on jamais pareil assemblage ? un président de la Ligue

des Droits de l'Homme — la ligue des droits de l'homme, je vous demande un peu ! et un juif, bien entendu ! — un ancien secrétaire général de la police (un récidiviste de l'esclandre...), un pasteur venant déclarer sa solidarité œcuménique ! Enfin cet ancien député, cet ancien conseiller d'Etat pour la déposition duquel il avait réclamé en vain le secret, et qui avait tenu des propos tout simplement scandaleux... Même un cardinal avait fait connaître son opinion, et favorable à l'accusé, cela va sans dire ! A ce compte-là, trouverait-on encore des commissaires du gouvernement ?

M. le commissaire-procureur se prit la tête entre les mains... Les plaidoiries lui martelaient encore la tête ! Une meute de robes noires, des Français, un Italien, une Anglaise et un Musulman pour faire bonne mesure... Et pour finir, l'accusé, qui déclarait n'avoir de haine contre personne mais qu'il n'avait pu entendre, impassible, les hurlements d'une jeune fille sous la torture...

Commissaire du gouvernement ! c'est vrai qu'il était cela ! de ce gouvernement et du prochain ; de ce gouvernement d'abord : Debré, Frey, Messmer... Au fait ! si le 13 mai avait raté ? qui sait s'il n'aurait pas eu à se les mettre sous la dent ? Au nom de la sûreté de l'Etat, et pour la défense de la société menacée sur ses bases ; au nom du patriotisme et de l'honneur de l'Armée...

M. le commissaire du gouvernement s'aperçut tout à coup qu'il était en sueur.

Il est vrai que le chauffage central était mal réglé.

Edmond FOURNIER.

Trois ans de prison à l'abbé Davezies...

PARCE QU'IL CROYAIT A L'EVANGILE

GAUGEONS que, lorsque le général de Gaulle remit les insignes d'officier de la Légion d'honneur au cardinal Liénart, il ne demanda point ce que pensait le prélat de la Mission de France de celui de ses prêtres que la Justice de la V^e République — gaulliste de nom — venait de condamner lourdement, à la demande du commissaire du gouvernement. Qu'aurait pu dire le président de la République, qui laisse son nom couvrir des actes commis sciemment par des hommes agissant à l'ombre de cette croix latine que le commissaire du gouvernement a cru pouvoir utiliser pour opposer sa civilisation à celle du Croissant ?

Lorsque le colonel accusateur stigmatisa la résurrection de la xénophobie au matin du 1^{er} novembre 1954, que n'a-t-il plongé plus avant dans sa mémoire et retrouvé — avec un peu d'objectivité — que les odieux assassinats qui débutèrent l'insurrection algérienne s'inscrivirent à la suite de non moins odieuses répressions des gouvernements français de l'époque, refusant toute amélioration du sort des Musulmans promis au rôle définitif de « sous-colonisés ». Et que l'insurrection du 1^{er} novembre — qui libéra toutes les violences — fut effectivement le point de départ d'une guerre de libération parce que tous les dialogues ayant échoué qui auraient pu éviter l'ultime ressource imposée au peuple algérien par l'égoïsme, la duplicité et la lâcheté des « civilisés de la croix latine », il ne restait plus que la violence à opposer aux injustices.

Il n'est pas nécessaire d'être « marxiste » pour comprendre les ressorts de cette guerre fratricide déclenchée sous le drapeau tricolore de la Révolution française. L'abbé Davezies n'est pas un marxiste ; il lui suffit d'être un prêtre fidèle à une certaine morale, cette simple morale qui s'impose à tout homme quelle que soit sa philosophie, à condition peut-être qu'il ne se sente pas solidaire d'un système ou d'un gouvernement qui couvrent de la raison d'Etat ce qui n'est que dégradation morale.

Mais l'abbé Robert Davezies « jusqu'au-boutiste de l'Évangile » comme le qualifia son défenseur, ne fut pas le seul à accuser — par sa présence et son comportement — les vrais responsables de notre humiliation d'aujourd'hui. Car on ne peut avoir d'autre réaction que celle qui atteint l'âme lorsqu'on entend, à la barre des témoins, des hommes de haute valeur morale rapporter des faits perpétrés sous les ordres et sous l'autorité des représentants de la France.

Si la grande presse — et l'autre — avait fait son devoir d'information comme cela était son rôle et si les gouvernements — tous les gouvernements — n'avaient point fait pression sur elle, l'opinion publique aurait su depuis longtemps la vérité sur la politique française en Algérie.

M. Fonlupt-Esperaber — qu'on ne peut qualifier de « mauvais Français communiste » — a fort courageusement rappelé que les tortures étaient

pratiquées bien avant la naissance du F.L.N. et que, dès 1947, les résultats des Commissions d'enquête furent étouffés soigneusement au nom de la notion d'Etat. Cette attitude — qui fut celle de tous les gouvernements depuis 1947 — est responsable de la rébellion algérienne et du terrorisme F.L.N.

On comprend donc qu'après avoir découvert ces faits, un chrétien pur et sincère, simplement un homme « venu partager la souffrance des hommes et leurs espérances » devienne, dans la stricte logique des actes, « solidaire des hommes en lutte pour un peu de dignité ». Et si l'abbé Davezies a poussé cette logique à un point extrême, c'est qu'il ne pouvait pas, étant prêtre, ne pas répondre à l'homme qui implorait son secours, cet homme ennemi, peut-être, mais « le plus malheureux et que l'Évangile ordonne de protéger ».

Pourquoi le tribunal n'a-t-il pas suivi le commissaire du gouvernement réclamant le huis clos du procès ? Peut-être cela lui sera-t-il reproché si les dépositions — toutes d'une très grande élévation morale — atteignent enfin l'opinion publique et lui font prendre conscience des vraies responsabilités. Ou bien peut-on penser qu'en cette époque précise, il n'est pas souhaitable pour la Justice de paraître trop s'associer à un régime douteux. A moins que le tribunal, déjà décidé à sévir avant même la plaidoirie du défenseur, ait pensé qu'il valait mieux frapper fortement les « esprits simplistes » qui persisteraient à agir — selon l'admirable pensée de Jacques Madaule — « parmi les hommes qui devront être remerciés, si l'on estime un jour nécessaire une réconciliation entre les deux communautés qui, aujourd'hui, s'affrontent dans la haine ».

Quoi qu'il en soit, le procès de l'abbé Robert Davezies est surtout le procès des gouvernants et des hommes politiques lâches et veules, aveugles ou consciemment malhonnêtes, qui ont permis par leur attitude que des hommes torturés par leur conscience avouent, revenant d'Algérie : « Après tout ce que j'ai fait là-bas, je ne peux plus être en paix avec Dieu ».

Pour nous, la responsabilité incombe avant tout aux hommes, surtout à ceux qui, sachant, laissent faire, se réfugiant derrière la raison d'Etat ou l'honneur de l'armée, comme si l'une ou l'autre pouvait exister en dehors de la simple morale humaine.

Enfin comme si les « lansquenets prétoires » — qu'ils soient ou non des baroufleurs ridiculement camouflés ou des traineurs de sabre à prétentions politiques — pouvaient prétendre à être les uniques dépositaires de l'honneur national.

Demain, le peuple jugera (il le faudra, s'il veut vivre) les uns et les autres, et il ne s'inspirera pas de l'Évangile.

Comment le lui reprocher ?

Bertrand RENAUDOT.

Les fédérations de la région parisienne du P.S.U. invitent tous les sympathisants du parti à assister à la réunion qu'elles organisent le

**JEUDI 18 JANVIER 1962, à 20 heures 45
à la Mutualité, 27, rue Saint-Victor - Paris**

**Claude BOURDET - Edouard DEPREUX
Gilles MARTINET - André PHILIP - Laurent SCHWARTZ
exposeront la politique du P.S.U.**

“POUR LA PAIX EN ALGÉRIE”

“CONTRE L'O.A.S.”

Des invitations peuvent être retirées à la Fédération de Paris, 8, rue Henner, Paris IX^e, de 9 h. à 12 h. et de 14 h. à 19 heures.

A visage découvert face à l'ennemi commun Union de la Résistance contre le fascisme

Décidés à éviter toute interprétation nuisible ; convaincus que les dissensions des partis et des syndicats ne font que favoriser les menées factieuses de l'O.A.S. ; certains que l'opinion publique a besoin — avant tout — de savoir qui est contre et qui est pour la démocratie, cent authentiques résistants de 1940 se sont mis d'accord sur le manifeste que nous publions ci-dessous.

Parmi eux se trouvent vingt-sept Compagnons de la Libération, une trentaine de membres de l'Assemblée consultative provisoire (A.C.P.), des membres du Conseil national de la Résistance (C.N.R.), dont le premier président fut Jean Moulin, d'anciens Commissaires de la République — tous dignitaires de la Légion d'honneur et décorés pour faits de Résistance.

Aucun choix n'a présidé à l'appel aux signatures, aucune exclusive contre quiconque ni contre aucune tendance politique. La liste, d'ailleurs, reste largement ouverte à tous. La seule condition est d'avoir été résistant au moment où le don de sa personne devait être total dans la lutte pour la défense de la démocratie et l'honneur du pays. Un autre impératif s'impose aujourd'hui : être toujours décidés à se battre — malgré les lâchetés et les combinaisons politiciennes — pour retrouver, ou conserver, ce pourquoi sont morts tant de Français résistants.

LES soussignés, anciens membres de la Résistance métropolitaine et extra-métropolitaine, confirment leur indéfectible attachement aux traditions démocratiques françaises et aux libertés qu'ils ont aidé à rétablir ;

Dénoncent toute confusion entre leurs actions passées et celles des factieux de l'O.A.S. dont les buts sont à l'opposé de ceux de la Résistance et qui comptent nombreux dans leurs rangs les anciens partisans du nazisme ;

Condamnent la substitution de l'attentat et du crime à la libre discussion ;

Demandent que toutes mesures soient prises pour mettre hors d'état de nuire les fomentateurs de guerre civile, toute mansuétude à leur égard ne pouvant qu'ouvrir la voie au fascisme ;

Appellent tous les anciens Résistants à se retrouver et à agir au grand jour, leur union pouvant servir d'exemple et de stimulant à la jeunesse éprise de liberté et à tous les citoyens décidés à tenir en échec, quoi qu'il arrive, les factieux de l'O.A.S. et leurs complices.

(N.D.L.R. : Nous ne pouvons, faute de place, publier que quelques-uns des noms de la première liste, qui en comporte cent.)

José Aboulker (C.L.), M^r Paul Arrighi (A.C.P.), Emmanuel d'Astier (C.L., C.N.R.), Claude Aveline, général Billotte (C.L.), A. Boissarie, général de Boissoudy (C.L., A.C.P.), Claude Bourdet (C.L.), Ady Brille, professeur André Capitant, Jean Cassou (C.L.), Diomède Catroux, René Cerf-Ferrière (A.C.P.), Gilbert de Chambrun, pasteur Jean Cordier, Pierre Cot (A.C.P.), René Fallas-Magnien (A.C.P.), C. Fournier-Bocquet, Benoit Frachon (C.N.R.), professeur André Hauriou (A.C.P.), Maurice Lacroix, général de Larminat (C.L.), Pierre Lebrun, Jean-Pierre Lévy (C.L., C.N.R.), Jean Mairey (C.L., ancien commissaire de la République), Louis Martin-Chauffier (A.C.P.), professeur Jean-Jacques Mayoux, Marcel Mérigonde, André Philip, Jean-Pierre Bloch, Serge Ravanel (C.L.), Alain Savary (C.L., ancien commissaire de la République), Jean-Jacques Servan-Schreiber, François Tanguy-Prigent, Edith Thomas, E.-H. Van der Meersch, Philippe Vianey (A.C.P.), Pierre Villon (C.N.R., A.C.P.).

LES ANCIENS RESISTANTS QUI APPROUVENT CE TEXTE SONT INVITES A DONNER LEUR ACCORD A L'UN DES SIGNATAIRES.

Industries en difficulté

Nous avons évoqué, dans un précédent article, les conflits et les manifestations provoqués à la fin de l'année dernière par la crise d'industries menacées de fermeture ou devant licencier une partie de leur personnel.

L'expansion et le plein emploi qui caractérisent d'une façon générale l'économie française depuis 1954 ne font que rendre plus douloureuses ces crises locales. Celles-ci revêtent cependant différents aspects, selon qu'il s'agit de difficultés rencontrées par une entreprise isolée dans une région en expansion — où le reclassement des travailleurs pose moins de problèmes — ou par des entreprises situées dans certaines régions dont le sous-développement devient dramatique.

Il peut, parfois, s'agir d'entreprises mal gérées où les syndicats eux-mêmes ne réagissent pas comme il conviendrait contre la pagaille qui règne et ne proposent pas de mesures susceptibles de pallier des difficultés prévisibles. Tel était le cas de l'usine métallurgique Caill, de Fives-Lille, dont la crise défraya la chronique en 1959.

Il peut s'agir aussi d'entreprises appartenant à une branche où se produit un rétrécissement des débouchés qui n'a pas été suffisamment prévu. Telle était la cause des difficultés qu'a connues la Régie Renault et qui l'ont amenée à procéder à un certain nombre de licenciements. La baisse des exportations d'automobiles vers les Etats-Unis et l'Algérie, qui avait commencé en 1960, s'est traduite en 1961 par une baisse de la production française atteignant 170.000 véhicules et affectant particulièrement Renault. Cependant, une nette reprise s'est manifestée à la fin de 1961 et la situation, en ce domaine, semble s'être stabilisée.

Il y a d'autre part des cas particuliers d'entreprises menacées de fermeture ou en voie de reconversion. C'est ainsi que l'importante faïencerie « Céranord », à Saint-Amand-les-Eaux, près de Valenciennes, a déposé son bilan. Sept cent trente ouvriers sont menacés de chômage. L'affaire est en instance devant le Tribunal de commerce de Valenciennes et la municipalité a promis son appui pour soutenir l'établissement. C'est ainsi que la reconversion de la manufacture d'armes de Châtelleraut a provoqué, le 9 janvier, un débrayage du personnel et une manifestation dont les participants ont déclaré que leur sort était lié à celui des mineurs de Decazeville et se sont engagés à lutter pour le maintien de la manufacture comme établissement d'Etat.

Il y a surtout le cas des régions déshéritées où les difficultés de certaines industries sont particulièrement graves eu égard à la précarité des reclassements proposés aux travailleurs menacés de licenciement. Il y a le cas de la Bretagne où la crise paysanne va de pair avec le sous-développement industriel et pour laquelle le Conseil municipal de Saint-Brieuc demandait récemment au gouvernement « de déposer rapidement une loi-programme ». Il y a le Morbihan où les menaces pesant sur les ouvriers des Forges d'Hennebont ont provoqué la solidarité de l'ensemble de la population. Il y a la Loire-Atlantique où, pour pallier les difficultés des chantiers navals, les syndicats

ont demandé, sans succès, l'implantation d'usines de machines-outils rendue possible par la qualification élevée de la main-d'œuvre existant dans la région.

Il y a, en particulier, la crise provoquée par le sous-développement du Midi méditerranéen et des départements du Sud-Ouest. Cette crise se manifeste de façon spectaculaire par la fermeture de mines dont la production était écoulee vers des régions plus favorisées et qui cessent d'être rentables en raison de l'insuffisance de l'implantation industrielle locale. Les efforts de décentralisation qui ont été faits ces dernières années n'ont pas permis de remédier à cette situation car ils ont surtout bénéficié aux départements limitrophes du bassin parisien.

Fermeture de mines de fer dans les Pyrénées-Orientales

Les mines de fer des Pyrénées-Orientales figurent parmi les exploitations qui connaissent une situation difficile. La mine d'Escoums, à Nyer, a mis fin à son activité le 1^{er} janvier. Les travailleurs licenciés — qui n'ont pu être tous reclassés — ont manifesté le 2 janvier devant la sous-préfecture de Prades.

Dans une lettre adressée à M. André Tourné, conseiller général communiste de Prades, le ministre déclarait notamment à propos de cette fermeture : « Les difficultés éprouvées par ces mines productrices de minerais destinés à l'élaboration de fonte hématite d'affinage sont dues à la régression de cette fabrication dans les usines à fonte pure et à la concurrence des minerais riches provenant des nouveaux gisements mis progressivement en exploitation outre-mer et transportés à un coût très bas par navires minéraliers.

La position concurrentielle des minerais de fer des Pyrénées s'est également détériorée par la suppression partielle des avantages tarifaires accordés par la S.N.C.F., jugés par la Haute-Autorité incompatibles avec les dispositions du traité de la Communauté Européenne du charbon et de l'acier ».

Le ministre écrit encore : « La situation de l'ensemble des mines de fer des Pyrénées-Orientales n'inspire cependant pas d'inquiétude à court terme, en dehors des exploitations d'Escoums et d'Aytua ».

Soulignons l'expression « à court terme » et précisons que la fermeture de la mine d'Aytua est envisagée dans le courant de l'année 1962, son rendement étant jugé trop médiocre comme celui de la mine d'Escoums.

Les départements du Sud-Ouest

Les problèmes posés par la fermeture de la mine de Decazeville se poseront tôt ou tard dans l'ensemble des bassins du Centre-Midi. C'est ainsi que dans le vœu qu'ils ont fait adopter par l'association des maires du Puy-de-Dôme en solidarité avec les mineurs de Decazeville, nos camarades évoquaient les difficultés des bassins miniers de Brassac et de Saint-Eloi. Le problème n'est donc pas limité à un département et la crise minière n'est qu'un aspect du sous-développement économique qui place d'autres secteurs industriels dans une situation critique. Il faut souligner à cet égard le cas des départements du Sud-Ouest dont nous avons déjà parlé.

Dans les Basses-Pyrénées, la fermeture des Forges de l'Adour, au Boucau, envisagée pour 1965, continue à soulever des protestations. Le 4 janvier, les mille sept cents ouvriers et employés de l'entreprise ont débrayé et assisté à un meeting au cours duquel le maire-adjoint, les délégués de la C.G.T. et de la C.F.T.C. ont affir-

mé la volonté de la population de « sauvegarder une activité industrielle vitale pour les communes du Boucau et de Tarnos et nécessaire à l'économie de la région du Bas-Adour ».

Dans la réunion qu'elles ont tenue le 6 janvier à Cahors, les quatorze fédérations départementales d'exploitants agricoles du Sud-Ouest ont lié la crise résultant des difficultés d'écoulement des produits agricoles et la crise industrielle.

Leur résolution affirmait notamment :

« Deux crises d'expression différente, mais de caractère complémentaire et d'origines semblables, règnent maintenant à l'état endémique dans le Sud-Ouest.

D'une part, la crise agricole qui s'est manifestée pour le maïs, pour le tabac, qui, demain, se manifestera pour ses autres productions essentielles comme la viande, le lait, le vin, les fruits et les légumes.

D'autre part, la crise économique inhérente aux régions sous-équipées et plus particulièrement à certains départements dévalorisés du Sud-Ouest, qui s'exprime en ce moment dans les événements qui menacent d'entraîner la disparition du bassin houiller de l'Aveyron, qui va s'exprimer ces jours prochains de la même façon dans les Basses-Pyrénées pour les Forges de l'Adour, dans le Tarn, pour le bassin de Carmaux, etc., et sûrement demain dans d'autres secteurs et sur d'autres points.

Les quatorze fédérations du Sud-Ouest sont conscientes que ces deux crises sont liées, qu'elles ont les mêmes causes et produisent les mêmes effets, c'est-à-dire un déséquilibre économique et social tel qu'il met en cause l'existence des exploitations familiales, l'avenir de nombreuses familles menacées d'un déracinement par l'exode, qui est catastrophique au triple point de vue économique, social et humain. »

Il serait donc urgent que les Pouvoirs publics se penchent tout particulièrement sur le sort de cette région trop longtemps négligée.

M. C.

Le billet de Jean Binot

HELAS ! OU HOLA ?

« **L**E maintien de l'ordre et la répression de tous les désordres incombent exclusivement à l'Etat et à lui seul », déclare gravement la commission politique de l'U.N.R.

« C'est là, en effet, une pétition de principe », énonce le philosophe.

« Par malheur — constate La Brige, cet incorrigible, par malheur cet Etat-là est incapable de maintenir l'ordre, fût-ce le sien et quant à la répression de tous les désordres... »

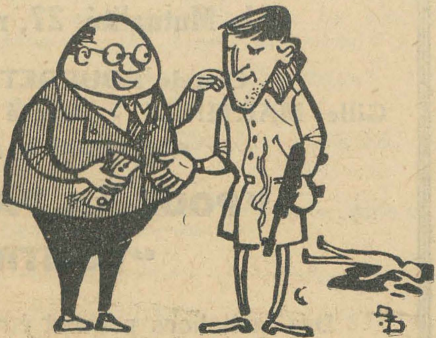
Hélas ! hélas ! hélas ! gémit en écho M. Mauriac, gaulliste chatouilleux, ô combien ! découvrant que la France a cessé d'être un état policé...

S'il y a défaut de pudeur ici, et là défaut de... mémoire, peut-on du moins souhaiter à tous un peu plus de discrétion et de logique ?

Et leur rappeler que les deux personnages par priorité chargés du maintien de l'ordre et de la répression de tous les désordres ont été, voici quarante-cinq mois, parties prenantes dans le bazooka, la subversion et le coup de force : MM. Frey et Debré nous en voudraient de leur contester ce rôle et de leur en ôter le mérite ?

Le reste va de soi : sous quel régime vit-on les évasions d'assassins, les désertions d'officiers, les vols d'armement atteindre pareille cadence ? — sans parler des crimes impunis, des plastiques prospères, des magistrats serviles...

Dès lors on pourrait demander aux jocrisses de l'U.N.R. de quel ordre ils parlent, quand rien ni personne sous la gaullarche n'est à sa place.



— C'est bien, ça, jeune homme, d'avoir un idéal !

Jeu dangereux du gouvernement à Decazeville

La grève des mineurs de Decazeville est entrée dans sa cinquième semaine. A l'heure où j'écris, aucun fait nouveau important n'est intervenu. La colère, l'exaspération ne peuvent que s'emparer des grévistes qui ne se refusent pas au dialogue mais ne peuvent reprendre le travail, comme le voudrait le gouvernement, sans que ce dernier ait montré sa volonté de tenir compte des aspirations des mineurs et de la population de l'Aveyron tout entière. Dans le cas contraire, il s'agirait d'une défaite des grévistes, ce qui ne manquerait pas d'engendrer le ressentiment et l'amertume dans l'esprit des habitants du bassin.

Succès de la journée du 9 janvier

Le 9 janvier, le département de l'Aveyron a été paralysé par la grève générale. Toutes les couches de la population y ont participé et il y eut peu de défections.

Les agriculteurs ont barré les routes. Les jeunes se sont manifestés une fois de plus : à Capdenac, une soixantaine de jeunes gens et de jeunes filles ont stoppé le matin pendant trois heures l'express de Rodez. Ils ont distribué des tracts aux voyageurs et chantaient : « le Bassin ne mourra pas, non, non, non », « le Bassin vivra, oui, oui, oui ». Ils ont également entonné « la Marseillaise ».

A Decazeville, un meeting a réuni 30.000 personnes. Les représentants des organisations ouvrières prirent la parole ainsi que le leader paysan Bruel qui souligna le vieillissement de la population du département : « Le problème des mineurs est celui de tous les jeunes du département, a-t-il déclaré. Il faut savoir que plus de 77 p. 100 des agriculteurs aveyronnais ont une moyenne d'âge de plus de soixante-six ans. »

La motion votée à l'issue du meeting, et adressée au président de la République, au Premier ministre, au ministre du Commerce et de l'Industrie, au directeur des Charbonnages de France, rappelait « la volonté aveyronnaise qui s'est exprimée par la voix de ses maires, de ses conseillers généraux, de tous les organismes départementaux et de la population tout entière, entend que soit mis en place un plan économique concret mettant fin à l'angoisse des ouvriers, paysans, artisans, commerçants et jeunes... »

En dépit du succès de la journée du 9 janvier, le gouvernement n'a pas engagé le dialogue avec les grévistes.



(A.D.P.)

Grève totale de l'Aveyron le 9, en solidarité avec les mineurs. La population entre, elle aussi, dans la lutte ouverte.

En présence de cette situation, la fédération C.F.T.C. des mineurs, qui se situe à droite de la centrale, a déclaré qu'elle ne pourrait plus continuer à repousser les propositions de grève généralisée à tous les charbonnages, proposée par la C.G.T. La Fédération C.F.T.C. a précisé que les mineurs étaient à la pointe d'un combat qui, en fait, intéressait tout leur département. Sur le plan corporatif, elle a indiqué qu'il était légitime que tous les licenciés soient assurés de trouver du travail, quel que soit leur état de santé éprouvé par une mine où sévit durement la silicose et leurs aptitudes professionnelles; elle a souligné qu'une compensation devrait être échelonnée dans le temps, tenant compte de la perte de salaire, des avantages annexes (logement, chauffage, Sécurité sociale), et de ceux de la retraite des mineurs. D'autre part la Fédération a demandé à tous ses syndicats d'amplifier le mouvement de solidarité financière aux grévistes. De son côté le comité intersyndical des mineurs de Decazeville a lancé un appel aux mineurs de charbon, de potasse, de fer, ardoise, pétrole, bauxite, etc., pour « l'intensification de la solidarité active » et leur a demandé de « faire rapidement une journée d'action dans les formes qu'ils décideront pour les aider à vaincre les résistances du gouvernement ».

Le comité a versé le 14 janvier aux mineurs en grève un pécule prélevé sur les fonds collectés par les syndicats. En effet, l'inquiétude grandit dans les foyers, car le paiement des salaires aurait dû s'effectuer le 12 janvier, en temps normal.

Le 13 janvier la C.G.A. et la fédération des exploitants du Tarn réunies à Albi avaient voté une motion de solidarité envers les mineurs de Decazeville qui déclarait notamment : « cette douloureuse grève reflète l'inquiétude justifiée de tous les travailleurs urbains et ruraux d'une région qui ne veut pas mourir ». Les paysans du Tarn ont également adressé au comité de grève le montant d'une souscription.

Le problème est posé

L'entrevue entre M. Raymond Bonnefous, sénateur indépendant et président du Conseil Général de l'Aveyron et M. Jeanneney, ministre du Commerce et de l'Industrie, n'a pas donné de résultats positifs.

Le gouvernement a fait savoir qu'il maintenait son intransigeance sur les trois points suivants :

— Pas de discussion avant la reprise du travail.
— Refus de discuter des deux revendications de base du comité syn-

dical : le maintien de la retraite proportionnelle et de la sécurité sociale minière.

— Pas de modification du plan charbonnier pour prolonger l'activité de la mine.

Toutefois, selon M. Bonnefous, le gouvernement se préoccuperait de développer dans l'Aveyron des activités nouvelles et des avantages seraient accordés, à titre personnel, aux mineurs qui resteraient en activité en 1965.

Le comité intersyndical a estimé qu'il ne pouvait, sur d'aussi vagues intentions des ministres, rapporter l'ordre de grève et a lancé un appel à quatorze départements du Sud-Ouest (Lozère, Gard, Hérault, Tarn, Aude, Gers, Lot-et-Garonne, Cantal, Lot, Puy-de-Dôme, Corrèze, Tarn-et-Garonne, Haute-Garonne, Aveyron) pour réclamer une rapide solution du problème des mineurs et la mise au point d'un plan régional d'action économique.

Le gouvernement maintiendra-t-il son intransigeance ? Ce serait de sa part jouer un jeu dangereux. Qu'il prenne garde à la colère des mineurs !

Quoi qu'il fasse, le problème du sous-développement régional est posé.

Maurice COMBES.

Une documentation utile :

● L'ASSURANCE ET L'AUTOMOBILE

Il n'est guère de secteur de l'économie qui ne soit indirectement touché par le phénomène « automobile ». L'assurance l'est avant tout autre. La presse souligne par ses relations quotidiennes d'accidents les responsabilités encourues par les conducteurs. Le Parlement, pour sauvegarder l'intérêt des victimes, a voté une loi instituant l'obligation d'assurance. Les tarifs d'assurance font l'objet de certaines critiques, et les projets de remplacement ne sont pas toujours précédés d'études sérieuses. C'est pourquoi les auteurs de *L'Assurance et l'Automobile* (1) ont voulu, par une recherche à la fois technique, sociologique, économique, saisir le problème de l'automobile à travers l'assurance. Ils ont été ainsi amenés à proposer des solutions ou des moyens d'atteindre les solutions, aux diverses questions d'actualité.

L'assurance est, en effet, un foyer d'informations, trop souvent négligé et qui devrait contribuer à une meilleure connaissance du phénomène automobile, et donner ainsi accès aux remèdes efficaces.

Les tarifs d'assurance font quelquefois l'objet d'une concurrence désordonnée qui se comprend mal dans une matière où la sécurité est primordiale. De l'étude des comportements sociologiques, les auteurs dégagent des critères suffisamment objectifs et permanents pour conduire à une meilleure détermination des tarifs. L'analyse se poursuit dans le domaine des sinistres, ne laissant dans l'ombre aucun des aspects du sujet.

Dans une partie réduite et très localisée de l'ouvrage, une formulation mathématique offre un complément à ceux qu'un tel mode d'expression ne rebute pas.

Cet ouvrage, d'une haute tenue théorique, est probablement le premier à traiter la question d'une manière aussi complète. Il ne craint pas de s'engager dans le domaine concret, ce qui peut le rendre utile à des publics fort différents.

1) L'ASSURANCE ET L'AUTOMOBILE, par René Monin, avec la collaboration de J. Picot, J.-P. Gastaud et M. Floquet (Editions Dulac, 8, rue Lamartine, Paris-9^e, - 12,50 NF).

Du même auteur : PROBLEME DE LA RETRAITE (paru aux mêmes éditions).

● VÉRITÉS SUR LA VIANDE

Il n'est point besoin de présenter longuement à nos lecteurs l'ouvrage de Pierre Belleville paru récemment aux Editions Modernes (1) et dont « T.S. » a déjà publié des extraits en « bonnes feuilles ».

Sous une forme très vivante, en moins de cent cinquante pages, P. Belleville a suivi la piste du bœuf depuis le pré jusqu'à l'étal du boucher. Tous les personnages de ce long circuit sont décrits avec humour, mais aussi avec sérieux. Plusieurs documents, en annexe, fournissent des chiffres sur la production, les marges,

l'organisation du circuit coopératif en Suède, etc.

Ce livre est un outil indispensable pour tous les militants comme pour les ménagères. Les professionnels et les techniciens devront se féliciter de la parution de cet ouvrage, le premier du genre en France qui, tout en prenant fermement parti pour une réforme totale des circuits, sait demeurer parfaitement objectif.

Souhaitons que les Pouvoirs publics, les producteurs et les mouvements populaires sachent s'inspirer des conclusions de l'auteur.

En premier lieu, j'en conseille vivement la lecture à M. Missoffe.

(1) En vente à « T. S. », 54, bd Garibaldi, Paris-15^e.

Collection « Vivre son temps »

Jean BONIFACE ARTS DE MASSE ET GRAND PUBLIC

Préface d'Alfred Sauvy

Un volume 6,30 NF

« Les productions culturelles sont soumises aux mêmes lois que les autres. Elles ont un aspect créateur et spirituel mais aussi un aspect économique et commercial. Dans le présent ouvrage, on trouvera le rappel de l'origine des « grands moyens de masse » (presse, radio, télé, cinéma, livre, etc...), l'évaluation de leur production, leur acheminement vers le consommateur enfin le comportement du consommateur culturel ».

LES ÉDITIONS OUVRIÈRES
12, avenue Sœur Rosaie — PARIS (13^e)

JUIFS ET ARABES DANS

SI l'Etat d'Israël s'est engagé dans une prodigieuse politique de construction ; si les expériences sociales se déroulent sur la terre de Moïse avec sérénité et une volonté jamais démentie malgré des écueils certains, et d'ailleurs naturels ; si malgré l'incroyable diversité d'origine de ces 2.200.000 hommes venus de cent contrées différentes et utilisant quelque soixante-dix dialectes, l'hébreu est la langue nationale parlée par tous et la terre d'Israël, celle de tout un peuple réuni ; si l'avenir semble appartenir à la nation israélienne, il n'en subsiste pas moins, aujourd'hui, des ombres redoutables.

Pour s'en convaincre, il suffit de jeter les yeux sur la carte d'Israël, parler du problème des rapports intérieurs judéo-arabes et aborder, enfin, la question des relations entre Israël et les Etats arabes.

Il serait injuste — et contraire à l'objectivité — de vouloir traiter la question de la coexistence de ce pays avec ses voisins arabes et celle des rapports judéo-arabes à l'intérieur du pays sans rappeler dans quelles difficultés s'est débattu Israël depuis sa naissance. Au demeurant, les deux problèmes — israélo-arabe et judéo-arabe — s'ils ne sont pas systématiquement liés n'en réagissent pas moins l'un sur l'autre. La seule et profonde différence, c'est que le problème extérieur n'est pas du seul domaine de la bonne volonté d'Israël — pour s'entendre, il faut être deux à le vouloir — mais s'inscrit dans l'optique d'une politique mondiale déterminée par les grandes puissances et qui échappe, en majeure partie, tant à Israël qu'aux Etats arabes du Moyen-Orient.

Quant au problème intérieur, la politique suivie par l'Etat d'Israël est sensibilisée en raison de la tension internationale. Régler le premier problème faciliterait la solution du second, mais comme il est probable que son dénouement n'est pas pour demain, l'amélioration des relations internes judéo-arabes pourrait — immédiatement — préparer une atmosphère propice à une heureuse issue des difficultés dressées par les Etats arabes contre l'établissement d'un traité de paix normalisant les rapports d'Israël avec ses voisins du Moyen-Orient.

La résolution des Nations Unies de 1947

La résolution des Nations Unies recommandait la fin du mandat britannique en Palestine et le partage du pays en Etats arabe et juif avec une en-



LE PLAN DE PARTAGE SUIVANT LA RESOLUTION DE L'O.N.U. DE NOVEMBRE 1947

clave internationale pour Jérusalem. Une union économique — comprenant une union douanière, un système monétaire commun, un taux de change unique, des projets de développement économique (irrigation, bonification et conservation du sol), réseaux ferrés et routier, ports et aéroports gérés en commun, etc. — devait harmoniser cette contrée du Moyen-Orient et aider à son développement.

Le partage, il faut bien le dire, avait été dessiné par des gens qui semblaient n'avoir jamais abordé — sur le terrain — les conditions d'existence des populations palestiniennes. Ce plan, peut-être valable entre deux provinces d'un Etat fédératif, était inconcevable pour deux Etats séparés, indépendants et potentiellement hostiles. Il devenait absolument irréel et irréalisable dès le moment où l'une des parties le rejetait et décidait de s'opposer, par la force, à son application. Les Juifs, quoique faisant des réserves et des critiques, acceptèrent néanmoins le plan de partage.

La rabbin Abba Hiller Silver, porte-parole de l'Agence juive, déclara aux Nations Unies :

« Ce sacrifice sera la contribution juive à la solution d'un problème douloureux et portera témoignage de la volonté de coopération internationale du peuple juif et de son désir de paix. »

La réaction arabe fut un refus absolu du projet. Egypte, Syrie, Irak, Liban, se réunirent au Caire, le 9 décembre 1947, et « décidèrent d'entreprendre tout ce qui est possible pour faire échouer le plan de partage des Nations Unies ».

C'est ainsi que le 14 mai 1948, lorsque le mandat britannique pris fin et que l'Etat d'Israël fut proclamé conformément à la résolution des Nations Unies, les pays arabes déclenchèrent ouvertement la guerre et envahirent le pays.

Comment est né le problème des réfugiés arabes

Les dirigeants arabes accusent Israël d'avoir expulsé les Arabes de Palestine. C'est une affirmation mensongère et la preuve s'en trouve aussi bien dans des sources arabes que dans d'autres sources. Il est confirmé que l'exode des Arabes de Palestine fut la conséquence directe des exhortations des Etats arabes et des chefs féodaux de Palestine.

Le Grand Muphti de Palestine s'était enfui de France au cours de 1946. Il était l'hôte de la Ligue arabe au Caire. Parti de Paris en avion — britannique ou français ! — sous la sauvegarde des services de sécurité, ce personnage douteux avait repris au Caire sa croisade de la guerre sainte contre les « usurpateurs sionistes ». Il était resté fidèle à ses convictions hitlériennes.

En Palestine, son cousin, Abdelkader el-Husseini, dirigea, avec l'aide d'experts anglais, le « Comité de Libération » antijuif dont le recrutement se faisait surtout en dehors de la Palestine, par infiltrations. Au début de mars 1948, les forces britanniques de la Galilée, sous le couvert de leur retrait, laissaient libre le passage à l'armée Kawoukji venant des frontières syro-libanaises. Le 14 mai, six armées arabes massées sur les frontières envahissent la Palestine pour « sauver leurs frères ».

Les Juifs de Palestine semblaient voués à l'extermination par une masse arabe de 40 millions d'hommes... soutenus par l'Angleterre.

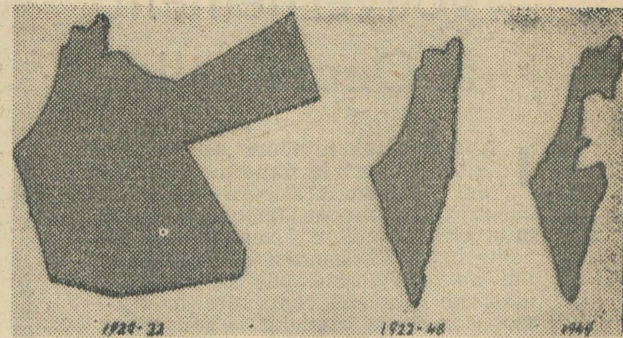
C'était compter sans la volonté désespérée des combattants juifs... et heureusement, sans la dissension des chefs arabes.

Malgré l'embargo sur les armes et le blocage des côtes par la flotte anglaise, les canons anglais de la Légion arabe durent se taire devant le feu des armes tchèques parvenues par pont aérien. Jérusalem fut sauvée et l'Etat d'Israël put survivre grâce au lourd sacrifice des meilleurs de ses fils.

Mais les appels du Grand Muphti et ceux des chefs arabes décrétant comme traître à la patrie arabe quiconque resterait en Palestine (qu'ils s'engageaient par ailleurs à reconquérir sans tarder) avaient poussé 500.000 malheureux — sur les 650.000 Arabes vivant en Palestine — à entreprendre le lamentable exode des réfugiés. Ils furent parqués dans des camps et isolés des populations locales — tant au Liban qu'en Jordanie. Ils devaient devenir un élément de la propagande démagogique anti-israélienne s'opposant à toute solution pacifique du conflit judéo-arabe.

Combien sont-ils aujourd'hui ? Un million, disent les Arabes. Ce qui est très exagéré. Peu de ceux-ci sont vraiment des réfugiés de l'exode de 1948. Aucun pays « frère » n'a jamais tenté de les intégrer à son économie. Ils doivent servir, éventuellement, de cinquième colonne et d'une monnaie d'échange.

Et puis, sait-on jamais, ces malheureux, dont la plupart ne connaissent pas Israël pour n'y avoir jamais vécu, fourniront peut-être les instruments de cette « guerre d'extermination et du colossal massacre dont on parlera comme des massacres mongols et des croisades » dont se vantait, le 15 mai 1948, le lendemain de l'invasion, Azzam Pacha, secrétaire général de la Ligue arabe et qu'il n'a, heureusement, pu réaliser grâce au courage du peuple juif.



La peau de chagrin LA PALESTINE APRES LES PARTAGES — 1922 : par la Grande-Bretagne — 1949 : par les accords d'armistice

Les solutions actuelles

Les Etats arabes se refusent à toute conversation avec Israël tant que ne sera par réglé le problème des réfugiés arabes. Ils refusent tout projet pour l'installation des réfugiés en Syrie (85.000), en Libye (150.000), et ailleurs, s'opposent à tous les plans suggérés par les Nations Unies (U.N.R.W.A.) et à ceux proposés par M. Johnston au nom de la Commission de Conciliation désignée par les Nations Unies. On a même suggéré d'offrir aux réfugiés le choix entre le rapatriement en Israël et l'intégration dans les pays arabes qui les abritent. Mais cette solution — il faut bien en convenir — est dangereusement utopique et irréelle. Parce que les Etats arabes ne laissent pas le libre choix et l'alternative puisqu'ils exigent le retour de tous les réfugiés ; parce que ces réfugiés ignorent tout des conditions de vie en un Israël que la plupart n'ont jamais connu et qu'il sont endoctrinés fanatiquement par la propagande nassérienne ; parce qu'Israël d'aujourd'hui n'est pas la Palestine de 1947 et qu'ils ne retrouveront aucune des structures sociales et économiques qu'ils abandonnèrent et qui furent détruites par l'invasion.

Les dirigeants arabes le savent pertinemment. Le seul moyen de rétablir les « réfugiés » dans une Palestine de 1948 est précisément d'éliminer l'Israël moderne d'aujourd'hui, ce qui semble absolument exclu.

Les Etats arabes ne montrent aucune disposition pour trouver une solution pacifique à leurs différends avec Israël et se soucient assez peu du sort des réfugiés. Le seul lien qui unit les Etats arabes, c'est la haine d'Israël, parce que ce pays est une épine douloureuse dans les structures arriérées de certains Etats du Moyen-Orient. Il n'est pas bon, pour les dictatures militaires ou pour les régimes féodaux arabes, de laisser se dessiller les yeux des masses tenues dans l'ignorance. L'étonnant développement d'un Israël moderne — dans une démocratie réelle — est un explosif posé dans cette région du monde où tant de puissants intérêts internationaux convergent et s'appuient sur l'asservissement des peuples.

Cependant, Israël a continuellement offert de discuter le problème des réfugiés, y compris la question de compensations pour les propriétés arabes abandonnées, dans le cadre de négociations générales avec les pays arabes. Toutes ces offres ont été rejetées.

Ainsi donc, le problème humain des réfugiés est — en définitive — pour les dirigeants arabes un problème politique.

C'est d'ailleurs, par un autre détour, l'avis même du Dr Johnston. Le président de la Commission de Conciliation a conclu son rapport ainsi :

- Le problème des réfugiés est lié au problème général de la Palestine ;
- Toute mesure doit tenir compte de la sécurité d'Israël ;
- Le problème ne trouvera pas sa solution avant longtemps ;
- Dans les circonstances actuelles, il ne peut y avoir de libre choix pour les réfugiés, compte tenu des pressions idéologiques qui s'exercent sur eux ;
- Enfin, les membres de l'O.N.U. ne doivent trancher leurs différends que par des moyens pacifiques.

Autrement dit, seuls des rapports directs entre Israël et les Etats arabes pourront amener une heureuse solution générale. Ce n'est donc pas pour demain que sera appliquée la résolution du 11 décembre 1948 des Nations Unies qui décide « un arrangement équitable ».

Les Arabes d'Israël

C'est dans ce contexte, trop succinctement esquissé, que se pose le problème des rapports judéo-arabes à l'intérieur d'Israël.

Peu de gens ont oublié la sanglante guerre de libération de 1948 — et l'état d'insécurité qui s'en suivit durant longtemps.

LA MAISON COMMUNE

La presse et la radio israéliennes sont très prolixes — et ça se comprend — en ce qui concerne les difficultés israélo-arabes. Peu d'efforts semblent avoir été entrepris, officiellement, pour retourner une opinion publique juive très sensibilisée. Ce qui frappe le voyageur, dans ses premiers contacts, c'est l'hostilité — pour ne pas dire plus — de nombreux Juifs à l'égard des Arabes israéliens. Cette hostilité populaire se manifeste surtout par une méfiance qui ne désarme pas. « Leur corps est israélien, le cœur est arabe », « Ils vivent ici, mais pensent à l'extérieur », « c'est un couteau dirigé vers le cœur des Juifs » — entend-on dire couramment !

En 1960, les Arabes — et les communautés non juives d'Israël — comptaient 240.000 âmes ; 59.000 vivent dans la région de Nazareth, dans six villes à population mixte (mais en majorité arabe), 157.000 dans cent trois villages ; 24.000 sont des Bédouins semi-nomades. La plupart des Arabes vivent près des frontières : 150.000 en Galilée, 44.000 dans la région centrale la moins large du pays (19 kilomètres) sur la frontière jordanienne et 17.000 Bédouins dans le Néguev.

L'enseignement des Arabes

Israël veut que les habitants arabes du pays soient des citoyens loyaux et leur offre toutes les possibilités de conserver leur propre culture et leurs traditions.

Les enfants juifs fréquentent des écoles où la langue d'enseignement est l'hébreu et les enfants arabes des écoles où la langue est l'arabe. Cela est parfaitement normal malgré quelques conséquences fâcheuses. En 1948, il n'y avait que 7.500 enfants arabes fréquentant les écoles du réseau national. En 1961, on en compte 37.000. Par ailleurs, 8.500 élèves fréquentent des écoles de diverses communautés. Près de 100 étudiants arabes sont inscrits à l'Université hébraïque de Jérusalem et au Tekhnikian (école formant des ingénieurs de toutes disciplines) de Haïfa. Enfin, neuf jeunes filles arabes ont obtenu leur diplôme de l'École d'Agriculture pour jeunes filles. Ce sont les premières à terminer ce genre d'études.

Mais si le gouvernement d'Israël a obtenu de grands progrès en ce qui concerne l'élévation du niveau de l'instruction de la population arabe, il convient aisément que le niveau académique des instituteurs — s'il s'élève sensiblement chaque année — est néanmoins très inférieur à celui des instituteurs juifs. Il reste beaucoup à faire pour les amener au niveau désirable.

Il en est de même pour l'enseignement secondaire. La qualité des professeurs arabes conditionnent la réussite des étudiants.

Cet état de fait n'incombe pas spécialement au gouvernement d'Israël. La propagande extérieure a entraîné dans l'exode tout ce que la population comptait d'intellectuels arabes.

Par ailleurs, peu de jeunes Arabes consentent à embrasser des carrières techniques ou à apprendre des métiers manuels (il reste toujours le mépris du travail manuel), aussi, lorsque les jeunes gens arabes — issus du secondaire — se présentent dans les concours, ils sont invariablement surclassés par les jeunes Juifs. Le scrupule des gouvernants de maintenir les particularismes traditionnels se retourne contre ses promoteurs.

Cette situation entretient un esprit de mécontentement très grand parmi les jeunes Arabes qui n'hésitent pas à se considérer comme brimés et victimes.

Les rancœurs d'une minorité

Considérés comme des citoyens israéliens égaux aux citoyens juifs, les Arabes sont soumis par le gouvernement au paiement des taxes dont ils étaient exemptés (depuis Ponce Pilate, affirmant-ils). De plus, l'effort de construction du gouvernement — usines, maisons d'habitation, locaux scolaires — a été beaucoup moins poussé dans les régions et agglomérations arabes que dans le reste du pays.

Nous avons évoqué plus haut l'insuffisance intellectuelle des maîtres arabes et ses conséquences pour la jeunesse. Ajoutons à cela un manque de débouchés pour cette jeunesse qui — plus ou moins assimilée — est inquiète de son avenir.

La propagande extérieure joue, avec démagogie, du mécontentement des petits paysans qui vivent moins bien sur leurs terres individuelles que les paysans juifs utilisant des moyens collectifs d'exploitation. Les villageois arabes cultivent près de 125.000 hectares et 80 % des agriculteurs arabes travaillent leur propre terre.

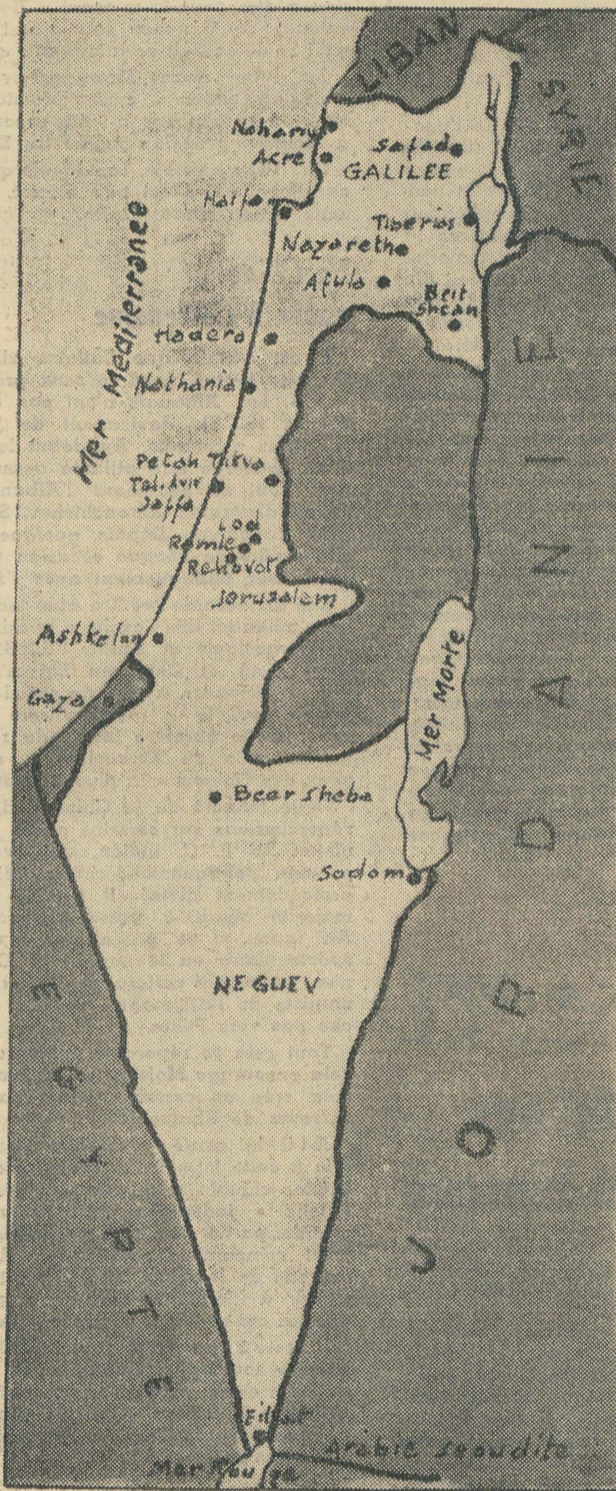
Ce n'est que depuis 1959 que certains travailleurs arabes sont admis à l'*Histadrouth* et bénéficient de la totalité des avantages de la grande centrale syndicale. Mais il serait injuste de ne pas mentionner que la législation sociale et ouvrière de l'Etat protège les travailleurs arabes, les femmes qui travaillent, les mères et leurs enfants. Toutefois, certains salaires arabes sont inférieurs aux normes et

les trois quarts des paysans arabes sont lourdement endettés.

La démagogie arabe insiste sur la valeur des terres achetées par l'Agence juive — bien au-dessous de leur valeur réelle, à l'époque — mais qui, mises en valeur aujourd'hui, a considérablement augmenté. La propagande nassérienne joue également du sort des réfugiés arabes — oubliant que c'est elle qui les a poussés à cette situation — et accuse Israël d'en avoir fait des parias.

Enfin, les Arabes se plaignent d'être des citoyens de second rang.

De tous ces reproches, certains sont justifiés. La situation des travailleurs arabes en Israël, pour n'être pas égale à celle des Juifs, n'en est pas moins de beaucoup supérieure à celle qui est faite aux masses populaires des Etats arabes.



LES FRONTIERES ACTUELLES

Au fond, la rancœur des Arabes d'Israël tient surtout au fait qu'ils se retrouvent aujourd'hui minorité dans un pays où ils étaient hier majorité — oubliant que les événements sont irréversibles et que la folle politique agressive des Etats arabes envers Israël est un frein à leur propre prospérité.

Le « gouvernement militaire »

Il n'en reste pas moins que le gouvernement israélien impose à l'encontre des Arabes de Palestine des mesures particulières pratiquement inopérantes aujourd'hui, même si elles étaient défendables au moment de la guerre de 1948.

Pour prévenir l'infiltration et l'espionnage, à l'époque de la guerre chaude, Israël a institué sur les zones-frontières peuplées par les Arabes une administration militaire appelée *gouvernement militaire*. Des permis de circulation sont nécessaires. Ces permis sont généralement accordés, mais encore faut-il les demander et se soumettre au contrôle policier.

La question du « gouvernement militaire » est — tout le monde le reconnaît — une de celles qui sont les plus pénibles pour le régime israélien. On convient aisément que cela crée des situations délicates. Par exemple, tel « *cadi* » (haut fonctionnaire-juge arabe) est ulcéré d'avoir à demander une telle autorisation pour pouvoir exercer son mandat, ou bien d'être obligé d'exhiber ce papier alors que son voisin, dans l'autobus ou le train, en est exempté par le factionnaire parce qu'il s'appelle Salomon...

D'autres restrictions sont aussi imposées par le « gouvernement militaire ».

Les défenseurs de ce « gouvernement militaire » — il en reste, mais de moins en moins — prétendent qu'il subsiste toujours des « conditions objectives et un terrain fertile pour la création d'un mouvement d'activités illégales et subversives au sein de la communauté arabe ». Cet argument légitimerait « ad aeternam » des mesures discriminatoires. Et pourquoi dans les seules régions frontalières ? Parce que l'ennemi n'est pas loin ? Mais il en est de même sur tout le territoire israélien (qu'on regarde la carte). Et puis la transmission de mots d'ordre et la propagande peuvent se faire par les émissions radiophoniques du Caire, de Damas, d'Amman, de Bagdad ou de plus loin encore. Des émissions de télévision sont captées en Israël venant des Etats environnants (il n'y a pas de télévision israélienne).

Enfin, Israël, comme tous les pays — et aujourd'hui aussi bien, sinon mieux qu'ailleurs — a une armée et une police loyales capables de déceler et d'arrêter rapidement tout mouvement dangereux par les seuls moyens dont elles sont dotées. Quant à l'espionnage, il ne faut pas faire de roman, là où les mesures de sécurité normales sont déjà valablement appliquées pour tout le monde.

Alors, des règlements s'appliquant aux seuls Arabes vivant en Israël n'apportent guère plus de sécurité aujourd'hui mais renforcent le mécontentement et excitent la susceptibilité de gens qui, il faut bien le dire, ont accepté — contre la marée de propagande anti-juive — de vivre en Israël et de faire confiance à cet Etat. Sans pour autant fermer les yeux volontairement sur d'éventuels dangers, et en prenant les mesures nécessaires, le retour à une législation normale retirerait une bonne part d'éléments à la propagande arabe anti-israélienne.

Conclusions

Les difficultés dans les relations internes judéo-arabes sont faites, pour une grande part, d'erreurs psychologiques. Ce problème ne peut pas être dissocié complètement de la question des rapports entre Israël et les Etats arabes — et de la paix. Mais cette dernière question — nous l'avons dit — n'est pas proche de son règlement. C'est pourquoi une politique intérieure tendue vers l'assimilation des Arabes de Palestine au sein de la nation israélienne, supprimant non seulement toute discrimination — cette discrimination dont les Juifs eurent tant à souffrir dans le monde entier et dont certains sont encore les victimes — serait seule susceptible de dissiper une atmosphère de rancunes qui nuit à l'harmonie dans l'Etat.

Certes, il ne faut pas se faire trop d'illusions, ce n'est pas cela qui fera tomber l'hostilité des Etats arabes. Mais la propagande démagogique de ces derniers s'appuie trop facilement sur les sources de mécontentement existant au sein de la communauté arabe d'Israël.

Une politique très libérale et généreuse permettrait de combler le retard évident de développement entre les deux communautés israélienne et arabe ; elle anéantirait une bonne part de la propagande anti-israélienne et préparerait un climat meilleur pour des conversations futures ; enfin, elle souderait, dans le grand corps israélien, toutes les forces de ses fils pour la défense de ce pays, îlot de prospérité, de renouveau et de progrès dans ces régions où l'on marche dans les pas de l'Histoire mais où l'évolution des populations semble s'être figée dans le passé biblique.

Et puis, pour terminer cette longue étude — que nous avons voulue objective — et parce que nous devons nous incliner devant le prodigieux effort des pionniers d'Israël et leurs résultats, le degré de civilisation d'une nation ne se juge pas sur de froides statistiques mais surtout sur le sort qu'elle réserve à ses minorités.

Israël a creusé les fondements d'une société socialiste. S'il veut bâtir un Etat socialiste, il lui faut tout d'abord combler les fossés et les inégalités sociales et écarter de la voie israélienne du socialisme toutes les scories du fascisme, soit toute discrimination à l'égard de quelque minorité que ce soit.

Dans notre prochain numéro :

**L'Histadrouth et le mouvement ouvrier :
voie israélienne du socialisme
ou Etat dans l'Etat ?**

• OUEST

Le Marché commun repart pour une deuxième étape qui conduit la "Petite Europe" à l'intégration politique

APRES un marathon de plusieurs jours, l'accord s'est fait entre les six ministres des Affaires étrangères de la « Petite Europe ». Cette performance a fait des victimes. Plusieurs « experts » ou « conseillers » ont eu des syncopes, un d'entre eux a eu une crise cardiaque. L'accord devait être acquis avant la fin de l'année 1961... On a prolongé la dernière journée de l'année jusqu'à l'aube du 15 janvier. Ainsi les apparences juridiques sont sauves. Et la nouvelle étape part du 1^{er} janvier 1962.

La pierre d'achoppement était le problème agricole. Les obstacles semblaient insurmontables. C'est que les conditions de la production agricole diffèrent d'un pays à l'autre.

Les produits de l'agriculture sont très chers en Allemagne. Celle-ci a donc peur que les produits français envahissent son marché. L'Italie produit des fruits à des conditions meilleures que la France. On a peur, ici, que les fruits d'Italie submergent le marché français au détriment des producteurs français. Les œufs sont livrés par les Pays-Bas à des prix inférieurs à ceux des autres pays, etc.

Au fond, rien ne pressait. La coordination de la politique agricole des « Six » pour ces pays doit s'échelonner sur sept ans et dix mois. Mais les premières mesures devront commencer à être appliquées dès le mois de juillet prochain.

Cependant la véritable cause de ces discussions très délicates et compliquées n'est pas d'ordre économique. Elle a un caractère politique.

Jusqu'à présent le Conseil des six ministres ne pouvait prendre des décisions qu'à l'unanimité. Autrement dit, si un Etat se croyait lésé par des mesures économiques préconisées, il lui suffisait de voter contre pour bloquer la décision. C'était, en fait, le droit de veto.

Par contre, dès le commencement de la deuxième étape, la règle de l'unanimité n'est plus appliquée (à l'exception de certains cas très précis).

Les craintes du gouvernement français

C'est cette clause qui effrayait notre gouvernement. Il avait pensé que si l'accord sur la coordination de la politique agricole des « Six » n'était pas obtenu avant l'entrée en vigueur de ce mode de votation au sein du Conseil, ses partenaires pourraient imposer à la France une politique agricole favorable à l'agriculture allemande, par exemple au détriment des producteurs français.

Je fais grâce à mes lecteurs des discussions juridiques qui ont opposé les juristes belges notamment à ceux du Quai d'Orsay. En définitive, l'accord étant conclu, la France n'a plus fait obstacle au « passage à la deuxième étape du Marché commun ».

Nos économistes et nos spécialistes des questions agricoles expliqueront à nos lecteurs les divers aspects des décisions de Bruxelles. Ils examineront leurs répercussions sur la vie économique et sociale de la France et des autres membres de la « Petite Europe ». Ils leur exposeront les problèmes que soulèvent la formation d'un marché commun (qui doit se transformer en marché unique) dans le cadre du système capitaliste existant.

Je me bornerai donc à la simple énumération des principaux accords conclus. Ils concernent d'abord les produits de l'agriculture : céréales, œufs, viande, volailles, porcins, vins, fruits, légumes. Le marché unique devra être réalisé en 1970. En attendant, les ministres ont adopté les règles générales de l'établissement progressif de ce marché.

Les Six se sont mis d'accord sur les « ententes industrielles » (cartels capitalistes), sur l'égalisation des salaires des hommes et des femmes. Ils ont arrêté les principes de l'application de la Sécurité sociale des travailleurs se déplaçant d'un pays dans l'autre. Après cela, les Six ont « reconnu » que l'essen-

tiel des objectifs spécifiquement fixés par le traité de Rome pour la première étape a été effectivement atteint. En conséquence de quoi les Six ont décidé d'ouvrir la seconde étape du Marché commun à partir du 1^{er} janvier 1962.

Cette deuxième étape doit, notamment, accélérer le « désarmement douanier ».

Elle durera quatre mois (jusqu'en 1965 inclus). La troisième étape doit s'étendre sur les années 1966, 1967, 1968, 1969. Elle doit conduire à l'intégration économique complète avec un rapprochement des législations et la libre circulation des capitaux et des personnes.

Le Marché unique et l'intégration politique

Ainsi se créerait un marché unique qui comprendrait six pays de l'Europe occidentale. La Grande-Bretagne, les trois pays scandinaves et l'Autriche semblent vouloir se joindre à ce marché. Mais il y aura certainement une sorte d'association entre eux et les Six. Car ils n'acceptent pas l'intégration politique.

A ce sujet, il faut voir les choses comme elles sont. En passant à la deuxième étape du Marché commun, ce n'est pas seulement l'intégration économique de la « Petite Europe » qui se réalise de plus en plus. Un premier pas est fait vers l'intégration politique.

Aussi longtemps que la règle de l'unanimité était obligatoire au sein du « Conseil des Six », on pouvait parler de « l'Europe des patries ». Avec la limitation de cette règle et avec l'application de plus en plus large du vote avec la majorité absolue et même à la majorité absolue, le caractère du Conseil des Six se modifie. Il commence à jouer le rôle d'un organisme supranational. Il devient un embryon de gouvernement fédéral.

Il faut que le parti fixe son attitude à cet égard. Car l'intégration politique nous conduit inévitablement à la constitution d'une organisation fédérale ou confédérale de la « Petite Europe ». Cela veut dire que l'Allemagne divisée en deux, amputée de ses territoires de l'Est, forcément de plus en plus nationaliste et de plus en plus revancharde, fera partie de la même fédération politique que la France. Cela veut dire aussi qu'après l'intégration politique, nous nous trouverons devant l'impossibilité d'empêcher l'intégration militaire avec l'Allemagne économiquement et militairement plus puissante que la France, et beaucoup plus dynamique aussi, du fait même qu'elle a une population plus nombreuse que la population française, comprimée sur un territoire plus petit que notre pays. Il faut que notre parti se prononce sur ces questions en toute connaissance de cause.

• EST

Les négociations de Moscou

L'ambassadeur des Etats-Unis à Moscou a semblé plus pessimiste après la deuxième rencontre avec le ministre des Affaires étrangères de l'U.R.S.S. Cela ne nous étonne pas. Nos lecteurs le savent, la méthode — pré-négociation entre deux hommes qui n'ont pas le droit d'engager leurs gouvernements respectifs — ne nous paraît pas bonne. Mais pour le moment, M. Khrouchtchev n'a pas le temps de s'occuper des affaires internationales. Après un très court repos à la suite d'une grippe, il s'est rendu en Biélorussie pour essayer de redresser la situation agricole de cette République fédérée. Il a prononcé un grand discours à Minsk, à la conférence de l'agriculture de la Biélorussie. La Pravda du 13 janvier le mentionne. Mais il n'est pas encore publié. Du moins il ne l'a pas été dans les numéros des 14 et 15 janvier.

Khrouchtchev doit se trouver à présent à Moscou où il a à faire face à une situation confuse.

Les décisions du XXII^e Congrès sont loin d'être « digérées ».

La presse soviétique est pleine d'articles de propagande. Elle parle continuellement des milliers et des milliers de propagandistes qui parcourent le pays. Ceux-ci doivent faire comprendre à la population le nouveau programme du parti, ses perspectives, ses promesses. Il semble cependant que les explications fournies ne donnent pas beaucoup de résultats. La population ne s'enthousiasme pas.

D'autre part, dans les réunions et assemblées du parti, les propagandistes de Khrouchtchev essayent de justifier la « déstalinisation ».

Il semble que la bureaucratie du parti, ou du moins des couches supérieures,

reste assez hostile à l'audacieuse déstalinisation et, en général, à la politique libérale de Khrouchtchev. L'opposition paraît se grouper autour de Molotov.

Le « cas » de Molotov

Le « cas » de celui-ci est caractéristique. Contrairement aux indications données au Congrès, ni lui, ni ses camarades n'ont été exclus du parti. Ce n'est pas par magnanimité que « K » agit ainsi. Il est plus probable qu'il n'ose pas prendre des sanctions à l'égard du vieux compagnon de Lénine. Molotov serait même maintenu à son poste de chef de la délégation soviétique auprès de l'agence nucléaire internationale à Vienne. Le bruit a couru qu'il s'est déjà rendu dans la capitale autrichienne. Mais il n'y est pas arrivé.

D'après les journalistes accrédités à Moscou, Molotov n'aurait pas quitté Moscou.

Est-ce avec l'accord ou par ordre de Khrouchtchev? Est-ce au contraire de sa propre volonté afin de continuer la lutte contre « K »? On se rappelle qu'interrogé à Vienne, au lendemain du XXII^e Congrès, Molotov avait déclaré : « Je n'ai rien à dire pour le moment ». Il a laissé entendre qu'il ne se soumettrait pas et qu'il se défendrait en attaquant.

La lutte entre Khrouchtchev et la « déstalinisation », contre Molotov et le retour au stalinisme a-t-elle recommencé à Moscou, peut-être même au Kremlin?

C'est très possible, car depuis quelques semaines « K » est très discret. Il évite toute action spectaculaire.

La Chine passe à l'offensive

Il est certain que l'affaire albanaise n'a pas évolué dans le sens prévu par « K ». Les Albanais n'ont pas capitulé devant lui. Ils deviennent de jour en jour plus arrogants. Au début la Chine avait conservé une attitude assez réservée. Tout en soutenant l'Albanie, elle évitait d'attaquer Khrouchtchev. Son attitude a changé. Depuis quelque temps elle profite de chaque occasion pour se solidariser publiquement avec l'Albanie.

Elle lui accorde crédits, aide technique, aide militaire. Elle l'excite à la fois contre la Yougoslavie et contre l'U.R.S.S. Mao Tsé-Toung et Chou en Lai n'hésitent plus à dénoncer, à côté du révisionnisme yougoslave, le « révisionnisme moderne ». Cette dernière forme de révisionnisme, celle de Khrouchtchev, est aux yeux des Chinois « la plus dangereuse ».

Cette fermeté de la Chine a déjà des répercussions sur certains partis communistes. Le P. C. indien, qui avait pris position politiquement contre Pékin, est profondément divisé. Il semble que la majorité serait à présent pro-chinoise. Au Japon, il se produit un revirement spectaculaire en faveur de la Chine. Il n'est nullement certain que le parti communiste de l'Allemagne de l'Est ne louche pas vers Pékin.

Tout cela se répercute à Moscou. Tout cela encourage Molotov et ses amis. Tout cela crée un certain trouble parmi les suivants de Khrouchtchev.

A-t-il la santé nécessaire pour tenir tête à cette formidable coalition des bellicistes chinois et albanais et des « staliens » indigènes appuyés sur une grande partie des cadres supérieurs du parti communiste soviétique? A-t-il les moyens de leur résister? Osera-t-il faire appel à l'opinion soviétique pour la dresser contre les « conjurés » du parti?

Il est à craindre que l'arbitre sera l'armée soviétique. Quelle est la tendance des chefs militaires en matière de politique intérieure et sur le plan international? J'essaierai de l'examiner prochainement.

L'Albanie se rapproche...de l'Occident!

Pour terminer sur une note humoristique, revenons à l'Albanie.

Les chefs communistes albanais, les marxistes-léninistes les plus « conséquents », les plus dogmatiques et les plus sectaires de tous les bolcheviks, viennent d'annoncer qu'ils désiraient... établir des relations normales politiques et économiques avec les Etats occidentaux.

Tirana a déjà offert à Athènes de rétablir les relations diplomatiques entre l'Albanie et la Grèce. Enver Hodja a pressenti l'Autriche pour des échanges économiques. D'ici peu il s'adressera peut-être à Kennedy pour lui demander des crédits...

Ainsi, tout en vitupérant contre Khrouchtchev « qui a trahi le socialisme » parce qu'il cherche à s'entendre avec les impérialistes, l'Albanie, pourtant complètement soumise à la Chine, reprend pour son compte la politique de la « coexistence pacifique » de « K ».

Décidément, on aura tout vu. Mais le jeu de la Chine est très compliqué...

O. R.

• SUD - EST ASIATIQUE

LE mercredi 20 décembre 1961, l'opération de Goa se terminait et déjà la presse attirait l'attention sur l'éventualité d'un nouveau conflit dans l'aire du Sud-Est asiatique qui opposerait l'Indonésie à son ancienne « métropole », les Pays-Bas. L'indépendance, acquise après vingt ans de lutte clandestine et « une guerre sans visage », extrêmement brutale, menée parfois par des troupes mercenaires recrutées par les grandes compagnies de colonisation, de 1945 à 1948, n'a pas unifié toutes les îles qui avaient fait partie du système colonial néerlandais, les fameuses îles de la Sonde. La charte du transfert de souveraineté (1949) laissait sous autorité néerlandaise la Nouvelle-Guinée occidentale.

La revendication indonésienne sur ce territoire, appelé Irian occidental, était déjà ancienne. En 1959 et en 1960, elle entraînait la crise, la rupture des relations diplomatiques, la nationalisation des biens néerlandais en Indonésie, l'expulsion des ressortissants néerlandais d'Indonésie.

Le 19 décembre de l'année dernière, le président Soekarno, dans un discours prononcé à Djodjakarta, devant une foule nombreuse et les représentants du corps diplomatique, affirmait que le temps était venu de « libérer l'Irian occidental ».



(Agip.)

M. SOEKARNO

« Créer l'Etat avant de penser à la révolution sociale. »

Il invoquait la promesse ancienne des Pays-Bas de libérer la totalité du territoire indonésien et donnait l'ordre à l'état-major indonésien de « faire flotter le drapeau rouge et blanc de l'Indonésie sur l'Irian occidental », et annonçait la mobilisation générale du peuple indonésien et des ressources du pays pour « s'opposer à la création d'un Etat papou indépendant » en Nouvelle-Guinée occidentale.

L'Indonésie prenait alors des mesures militaires d'importance : création d'un commandement opérationnel dans les Moluques, interdiction du passage des avions étrangers dans les zones frontalières. M. Subandrio, ministre des Affaires étrangères d'Indonésie, précisait que, alors même que l'usage de la force semblait nécessaire, la porte restait ouverte à la négociation avec les Pays-Bas.

De leur côté, les Pays-Bas annonçaient qu'ils étaient prêts à cette négociation, à la condition expresse que soit reconnu, par l'Indonésie, le droit des habitants de la Nouvelle-Guinée (en majorité autochtones Papous) à l'autodétermination : le gouvernement de La Haye se référait à un projet de compromis adopté par les Nations Unies. L'assemblée provinciale de la Nouvelle-Guinée, le « Conseil des Papous » se prononçait, par la voix d'une délégation à Amsterdam, pour des négociations, en présence de leurs représentants et de délégués d'un organisme international.

L'Australie, qui détient, en fonction des droits coloniaux hérités de l'Empire britannique et d'un ancien mandat de la S.D.N. sur les colonies allemandes d'Océanie, l'administration de la partie orientale de la Nouvelle-Guinée, protestait contre les visées annexionnistes du gouvernement Soekarno, considérées comme « acte inamical ». Au contraire, dans le même temps où elle soutenait l'Inde engagée dans l'opération de Goa, l'Union Soviétique approuvait

M. Soekarno chez les Papous

L'Indonésie, dénonçait les attermolements, les refus de négocier sans préalable des Pays-Bas, accusait enfin les Etats-Unis de faire de la Nouvelle-Guinée une base de l'O.T.A.S.E. organisation militaire anticommuniste du Sud-Est asiatique. La Chine renchérisait, accusant Néerlandais et Américains (et Australiens) de faire de la Nouvelle-Guinée une « base d'agression », « un tremplin vers l'Asie du Sud-Est ».

Ainsi, deux théories s'opposent : celle des Pays-Bas insiste sur le caractère non indonésien de la population de la Nouvelle-Guinée, sur le besoin qu'elle a des Pays-Bas pour réaliser son émancipation, sur le fait que rien dans la réalité ne justifie l'accusation de la commission de l'O.N.U. pour les territoires non autonomes, ne retirant aucun profit, englobant au contraire 30 millions de dollars par an dans l'administration de la Nouvelle-Guinée.

Les Indonésiens, eux, dénoncent une « autodétermination préfabriquée » et qui, de l'aveu des Pays-Bas, ne peut mener qu'à l'indépendance de ce pays, un « Etat papou fantôme », affirmant que leur république multiraciale peut laisser à l'Irian la plus large autonomie administrative. Ils lient leur cause à celle de l'anticolonialisme mondial.

Ainsi, aux premiers jours de 1962, les relations se tendent. Alors que M. Subandrio, répondant à l'argumentation de M. Luns, ministre des Affaires étrangères néerlandais, appelait la Hollande à une négociation sur le transfert de souveraineté qui serait un « nouveau pont d'amitié » entre Indonésie et Pays-Bas, le ton change. Un attentat à la grenade à Macassar, quand Soekarno pénètre dans le stade, fait trois morts dans la foule. Il est aussitôt attribué par le colonel Josef, chef de la Sûreté, à des « espions hollandais » qui sont arrêtés. Les Hollandais auraient essayé d'abattre Soekarno, tête et cœur de la lutte pour la libération de l'Irian.

Quelle est la signification réelle de cette crise bizarre ? De ce verbalisme, de cette tension sans portée réelle, sans résultat pratique ? Et à quoi devons-nous attribuer cette brusque explosion d'un anticolonialisme de la onzième heure ?

L'enjeu

La Nouvelle-Guinée est d'abord une île, éloignée de tous les centres d'activité de l'Asie et de l'Océanie, immense (700 kilomètres de largeur maximum, 1.200 de longueur, 412.000 kilomètres carrés). Une géographie heurtée, des chaînes montagneuses de 5.000 mètres, le marécage et la forêt ont isolé, fragmenté à l'extrême des populations de civilisation rudimentaire qui sont d'une même souche papoue mais qui ont été à ce point maintenues à l'écart les unes des autres qu'elles ne disposent d'aucune langue véhiculaire. Cette géographie hostile à la pénétration les a maintenues isolées des grands courants de civilisation du monde malais, de ses faits politiques, religieux, culturels. Ni la civilisation indienne, ni l'Islam, ni la colonisation hollandaise, ni le mouvement indonésien pour l'indépendance n'ont eu de répercussions importantes sur ces côtes.

La vague autorité d'un sultan de l'archipel, l'autorité théorique de la « Résidence » hollandaise, distante d'un millier de kilomètres, la revendication indonésienne, ce peuple de 700.000 habitants, à la culture matérielle rudimentaire, les a successivement ignorées.

Au paradis des ethnologues, ils vivent dans un état de développement technique sans doute le moins développé du monde.

Les communications, l'implantation d'un embryon d'économie, les services de santé, tout est le fait de l'administration et ne peut être que le fait d'une administration. Aucun équipement n'existe qui permette une vie économique et politique autonome de ce territoire. Le budget est bouclé, chaque année, par une subvention du gouvernement néerlandais.

Une économie de cueillette

Le plan de développement néerlandais est officiellement inspiré de la volonté de permettre, par une transformation économique accélérée, l'autodétermination du territoire et, sans nul doute, son indépendance. Depuis 1950, il a assuré la mise en route d'un grand nombre d'entreprises destinées à mettre sur pied une in-

frastructure économique dans un pays où 80 p. 100 des habitants sont au stade de l'économie de cueillette : développement des ressources vivrières (riz) et d'exportation (cacaoyers), aménagements d'aérodromes indispensables, constitution, en collaboration avec les missions, d'un corps d'environ un millier d'instituteurs, financement de l'unique industrie extractive, celle du pétrole, dont la production ne dépasse pas 400.000 tonnes, enfin de la prospection préalable à tout développement d'ensemble.

Mais ce plan prévoit que l'heure de l'autodétermination pourrait venir vers 1970, quand l'administration serait déjà à 90 p. 100 entre les mains d'indigènes techniquement capables, la population scolarisée, le développement économique amorcé. Cet Etat, dont l'embryon existe dans ce « Conseil des Papous », créé en avril 1961 et qui collabore à la législation, resterait, selon toute vraisemblance, dans la zone d'influence politique, culturelle et économique des Pays-Bas.

Les élites et cette population, élevées par les missionnaires hollandais, sûres de trouver dans la protection des Pays-Bas une assurance contre l'insuffisance des ressources économiques, choisiraient une solution d'association, au moins une indépendance qui ne mettrait pas en question les intérêts hollandais.

On peut penser aussi que la Nouvelle-Guinée continuerait à jouer son rôle de glacis qui défend d'Australie contre les entreprises, qu'elle craint tant, de la Chine populaire.

Ainsi, dès aujourd'hui, le « Conseil des Papous » suit fidèlement la politique de La Haye et, si l'on n'a rien à objecter au plan de développement néerlandais (sinon que l'on peut être légitimement inquiet des intérêts que certaines compagnies anglo-hollandaises tâchent d'acquiescer dans les mines reconnues et bientôt exploitées de la Nouvelle-Guinée), il faut bien dire que, sans que les méthodes de colonialisme soient utilisées, la Nouvelle-Guinée est préparée à un destin de « marche », d'« Etat satellite » des Pays-Bas et surtout de l'Australie.

Nous abordons ainsi un problème qui n'a que peu de rapports avec la lutte classique contre le colonialisme — la revendication indonésienne ne peut trouver de justifications que dans le souci d'éviter « un Katanga » dans cette région du monde, une base

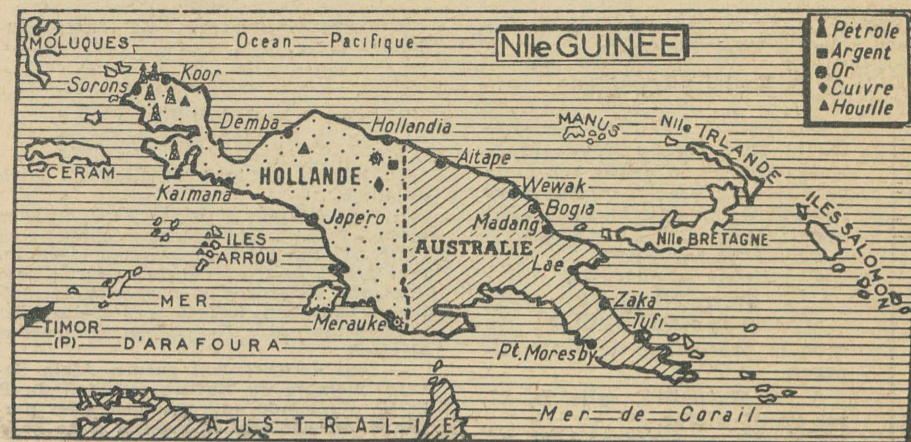


Un paradis pour ethnologues... (A.D.P.)

permanente, un « tremplin ». Mais il n'y a d'autre communauté de destin entre l'Indonésie et l'Irian revendiqué que celle de la colonisation hollandaise. Il n'y a entre les deux régions aucun lien économique, ethnique, culturel. Au profit de quel ensemble politique, de quel système culturel et social la réorientation nécessaire de la Nouvelle-Guinée doit-elle se faire ? Son indépendance est un rêve sans consistance. Son choix lui sera sans doute dicté et la menace de la guerre pèse déjà sur ce choix.

Une « maladie infantile » du nationalisme ?

Il semble qu'un minimum serait dès à présent exigible des autorités hollandaises : leur responsabilité est



(A.D.P.)

totale dans le cas d'un référendum (on n'a jamais vu un référendum répondre « non » à la question posée). Et il serait contraire à l'esprit du mandat des Nations Unies de faire de la Nouvelle-Guinée une base hostile face à l'Indonésie. Ainsi la neutralité de ce territoire, son contrôle étroit par les commissions des Nations Unies sont des solutions provisoires qui prépareraient et accéléreraient cette « décharge de responsabilités » dont parlent souvent les leaders néerlandais. Il semble que l'opinion néerlandaise accepterait aisément cette solution et que le gouvernement de La Haye s'y résignerait. C'est au contraire le gouvernement de Soekarno qui repousse tout attermolement et exige des négociations sur un pur et simple transfert des pouvoirs.

Ainsi, nous touchons au point critique de l'évolution politique de la plupart des pays décolonisés : le souvenir de l'ère coloniale, de son caractère profondément oppressif, cruel au peuple, aux élites intellectuelles, exige la liquidation de tout un passé composite et complexe. Et le regroupement politique qui succède à l'ère coloniale ne correspond pas avec les réalités économiques, culturelles, ethniques. Balkanisation en Afrique et en Indonésie ; au contraire, concentration du pouvoir, de l'activité économique à Java, autoritarisme centralisateur.

Il est souhaitable de voir s'ordonner autour d'un centre proche et dyna-

ses formulations de celui de Nehru ou de Sun Yat-Sen, qui cherche ses notions sociales ou morales dans le passé culturel lointain, laisse échapper la réalité la plus simple.

Une perte de temps ?

Les thèmes essentiels de la pensée de Soekarno ont été de « créer l'Etat avant de penser à la révolution sociale » qui est une « perte de temps », et il veut remplacer le terme de « prolétaire » par un terme nouveau, le « Marhaen », enraciné dans la vieille civilisation agraire, individualiste et religieuse (1).

Cette déformation, cette confusion, ce verbalisme dénaturent le sens profond, original du nationalisme des pays colonisés et permettent toutes les entreprises les plus réactionnaires contre les partis de gauche, contre les syndicats, les droits sociaux et d'établir, derrière la façade du socialisme « national », l'efficace autorité d'un clan de politiciens et de colonels, sinon de sous-lieutenants ; le muselage des syndicats, leur « intégration » à l'œuvre collective sous la direction de l'Etat en est le premier symptôme.

Jusqu'à ce jour, l'Indonésie avait une place de choix parmi les pays atteints de cette maladie infantile : généraux, hommes forts du régime, irrédentisme, répression des grèves, rien ne manquait à la panoplie.

Cependant, ces dix ans de développement économique assez lent, de difficultés politiques, économiques ont permis à quelques idées de faire leur chemin dans les masses (et de s'imposer dans les programmes de la plupart des partis, y compris le parti islamique) : réforme agraire, nationalisations des industries essentielles. Ceci nous permet de penser que la liquidation de cette situation pourrait se faire sans délai, au tournant d'une grave crise politique. La formule d'Union nationale, qui inclut le P.K.T. Parti communiste indonésien, pourrait y préparer.

Il est à souhaiter, dans l'état actuel des choses, que le problème de la Nouvelle-Guinée occidentale soit mis en hibernation.

La géographie interdit une conquête rapide ; une guerre longue cristalliserait, dans l'Asie du Sud-Est, des hostilités peu fondées. Au contraire, le passage au neutralisme des pays du pacte de Manille serait facilité par une liquidation sans violence du problème. On ne se cache pas aux Pays-Bas (la réunion du Parlement les 2 et 3 janvier en fait foi) que cette solution passera par une fédération de la Nouvelle-Guinée avec l'Indonésie. L'effusion de sang — vrai « baroud d'honneur » — serait une inutile folie dont il ne pourrait sortir qu'un nouveau général Janssens, un nouveau Katanga, et, sans doute, le renforcement en Indonésie même du nationalisme le plus étroit.

Le règlement par une négociation bilatérale, sous l'égide des Nations Unies, paraît donc la seule solution raisonnable. L'absence d'un plan politique de la décolonisation, qui se juxtapose au plan économique, seul abordé par les Néerlandais, risque de les amener à un « dégageant » hâtif et hargneux qui, dans toutes les perspectives, ne peut que renforcer le nationalisme indonésien aux dépens de l'intelligence des problèmes et de leur solution réelle.

H. B.

(1) Brochure « L'Indonésie en bref », p. 57.

Des dates à retenir...

Le XXII^e Congrès et la Gauche française

Le Centre d'Etudes Socialistes et la Nouvelle Revue Marxiste ouvrent le débat sur l'importance du XXII^e Congrès pour l'avenir de la gauche française, avec :

Victor FAYE
Henri LEFEBVRE
Pierre NAVILLE
Oreste ROSENFELD

sous la présidence de Jean Popperen.

A la Mutualité, salle D, 27, rue Saint-Victor.

le mardi 23 janvier, à 21 h.
● Participation aux frais : 2 NF

SAINT-NAZAIRE

Au temps des Jacobins, des drames ont éclaté entre l'armée de métier, les volontaires et le pouvoir civil. Les conventionnels ont su trouver les solutions qui ont mené les soldats de l'An II à la victoire.

Les problèmes historiques ne sont jamais rigoureusement les mêmes. Cependant lorsqu'on ignore les leçons du passé, on risque de commettre les mêmes erreurs.

« L'ARMÉE ET LE POUVOIR SOUS LA REVOLUTION FRANÇAISE »

Tel sera le thème de la conférence organisée par le P.S.U. le

Vendredi 26 janvier

à 20 h. 30, salle Jean-Macé, par notre camarade René Chatal, avocat à la Cour.

TOULOUSE

Le samedi 20 janvier, à 21 heures, au Palais des Sports :

Meeting

avec Pierre MENDES-FRANCE sous la présidence de Raymond Badiou.

★

Le jeudi 25 janvier, à 21 heures, salle du Muséum, allées J.-Guesde :

D'AFRIQUE NOIRE A CUBA DE LA CORRUPTION A LA REVOLUTION

Une conférence de René DUMONT, organisée par la section étudiante du Parti Socialiste Unifié.

SACLAY-PALaiseau

Les sections de Saclay et de la Faculté des Sciences d'Orsay organisent une réunion publique le :

Jeudi 25 janvier

à 18 h. 15, à Palaiseau, salle de la Justice de Paix.

Notre camarade Lucien Wetz, membre du C.P.N., parlera sur le thème :

« OU VA LE P.S.U. ? »

Tous les sympathisants sont cordialement invités

A l'Hôtel de Ville de Paris LE CONGRES DES MAIRES P.S.U. 30 janvier-2 février

Une réunion destinée à examiner divers problèmes figurant à l'ordre du jour du Congrès aura lieu

Mercredi 31 janvier

à 19 heures, au siège du P.S.U., 8, rue Henner.

(Un diner amical, présidé par Edouard Depreux, réunira les camarades.)

● Inscriptions à envoyer au Secrétaire de Cl. Bourdet, Hôtel de Ville, Paris.

Cercle ouvert

LA CRISE DES DEUX « EUROPE »

● Un problème fondamental et une démission imminente, dont dépendent l'avenir européen et peut-être la paix, et qui suscitent de profonds désaccords au sein de la gauche, en Grande-Bretagne comme en France : l'Europe des Sept doit-elle fusionner avec l'Europe des Six ?

● Un orateur de premier plan, l'un des spécialistes de politique internationale de

la gauche travailliste, C. Zilliacus, membre du Parlement britannique, fera, sous le patronage du Cercle Ouvert,

le lundi 22 janvier,

à 20 h 30, 44, rue de Rennes (place Saint-Germain-des-Près), une conférence (en français) suivie d'un débat sur :

La gauche britannique et le Marché commun
Participation aux frais 2 NF francs. Etudiants, 1 NF.

Communiqué de la Fédération de Paris

Le Bureau de la Fédération de Paris du P.S.U. :

— rappelle que le P.S.U. s'est toujours prononcé avec une parfaite clarté pour l'intégrité du territoire algérien et contre tout projet de partition qui n'aurait pour effet que d'éterniser la guerre et de mettre en question les chances d'une libre coopération entre les peuples français et algérien ;

— tout dernièrement encore, Alain Savary, membre du Bureau national du P.S.U., a répondu aux arguments des partisans du partage et rappelé à ce sujet la position du parti ;

— regrette, en conséquence, qu'André Blumel, militant de cette Fédération, ait cru devoir signer un manifeste en faveur du partage. Il lui laisse l'entière responsabilité de cette prise de position.

YONNE

Une nouvelle section P.S.U.

Une section vient d'être créée à Pont-sur-Yonne. Le secrétaire est M. Millot, directeur d'école à Villeneuve-la-Guyard (Yonne).

GARD

● Construction du Bureau fédéral : Secrétaire fédéral : J. BASTIDE. Secrétaire administratif : J. COMPÈRE.

Trésorier : M. MASSEGUIN.

● Correspondance à adresser à J. Compère, 6, boulevard des Arènes, Nîmes.

Sont responsables :
— de la propagande : JULLIAN-VALES ;

— des syndicats : PIGNAN-POUQUE ;

— problèmes départementaux : CRISTOFARI-BLANC ;

— Presse, formation, jeunes, organisation : BOUTONNET, BILLIERES, MASSEGUIN, COMPÈRE ;

— Ruraux : R. GOURDON.

SEINE-MARITIME

Un Comité antifasciste des enseignants havrais

Un appel, signé par plus de 200 enseignants est à l'origine de la constitution d'un comité antifasciste havrais. Dans ce texte, les premiers signataires disent notamment :

« Nous, enseignants du Havre, au-delà de toute appartenance politique, syndicale, confessionnelle ou philosophique, mais résolus à demeurer des hommes libres devant une jeunesse libre, appelons nos collègues des différents ordres d'enseignement à constituer au plus vite un comité capable d'organiser immédiatement la riposte à toute entreprise factieuse et d'assurer la défense des collègues menacés. »

Ajoutons que, après cet appel, le comité antifasciste des enseignants havrais s'est constitué le 10 janvier.

3.000 manifestants contre l'O.A.S. à Nîmes...

Après le dernier sabotage de l'O.A.S. sur la voie ferrée Nîmes - Montpellier, le syndicat cheminot C.G.T., le P.S.U., le P.C., le S.N.E.S., les organisations d'Anciens Combattants de la Résistance et les Jeunes Communistes décidèrent d'organiser une manifestation de protestation devant la gare de voyageurs, le 9 janvier.

Comme toujours, la manifestation fut interdite, mais comme toujours elle se déroula malgré la présence des forces de l'ordre.

Après avoir parcouru les principales artères de Nîmes, la manifestation se termina après une prise de parole du représentant des cheminots C.G.T., et l'adoption d'une motion présentée et lue par notre camarade Compère, membre du bureau fédéral du P.S.U.

Il faut noter la participation plus importante de la population à cette troisième manifestation anti-O.A.S., où il y avait moins de personnalités politiques, mais beaucoup plus de travailleurs et de jeunes.

Ce phénomène « jeune » a frappé la plupart des assistants, ainsi d'ailleurs que l'importance croissante des manifestations, ceci en dépit d'un éventail restreint de la succession rapide de telles actions.

...12.000 à Toulouse

A la suite de cinq attentats au plastic, à Toulouse, dont un au siège de l'U.N.E.F. — et à l'appel du « Front syndical commun » — plus de 12.000 Toulousains ont manifesté, place du Capitole, et ont défilé ensuite dans les rues de la ville.

A l'issue du meeting, un manifeste fut adopté par les organisations syndicales, le P.S.U., la S.F.I.O., etc., proclamant la nécessité de lutter par tous les moyens, y compris la grève générale, contre les actes de banditisme de l'O.A.S.

Avant que les manifestants se dispersent, sans incidents, un dirigeant du « Front syndical » déclara : « Nous venons de démontrer que lorsque nous agissons dans l'unité, la rue nous appartient. »

...et 4.000 à Lille

Un attentat contre la maison des Etudiants a provoqué plus de deux millions de dégâts matériels.

En protestation, l'U.N.E.F. a organisé une très importante manifestation, en accord avec la S.F.I.O., le P.S.U., le P.C.F. et les syndicats ouvriers.

MM. Rebourg, doyen de la Faculté des Lettres, Primat, président de l'A.G., et Singel se sont élevés contre les attentats de l'O.A.S. et ont réclamé une paix négociée en Algérie.

Des motions de solidarité ont été lues, émanant du P.S.U., du P.C.F., de la S.F.I.O., du M.R.P. et de l'U.N.R., ainsi que de la C.G.T., de la C.F.T.C. et de la F.E.N.

Après le meeting, un défilé de quatre mille personnes, entraîné par René Fallas, du P.S.U., Arthur Notebart, du Comité directeur de la S.F.I.O., et Gustave Ansart, du Bureau politique du P.C.F., se rendit à l'Hôtel de Ville pour déposer une motion appelant à l'union des forces démocratiques sans exclusive et décidant la création d'un Comité de lutte contre l'O.A.S.

... et 600 à Alençon

Samedi dernier 6 janvier, à Alençon, près de 600 personnes participèrent à une manifestation organisée en réponse à l'assassinat d'Alfred Locussol par des tueurs à gages de l'O.A.S.

Les organisateurs de la manifestation étaient : le P.S.U., le P.C.F., la C.G.T., la C.F.T.C., la F.E.N., le S.G.E.N. et la Ligue des Droits de l'Homme. La S.F.I.O. et F.O., contactées, n'avaient pas répondu.

L'accord eut lieu grâce au P.S.U., après beaucoup de discussions. D'ailleurs, après le défilé, plusieurs représentants des organisations présentes nous félicitèrent pour notre acharnement à faire l'union.

Cette manifestation fut un succès, car l'on n'avait jamais vu autant de manifestants depuis la campagne d'action laïque, surtout un défilé avec pancartes et slogans criés.

Les mêmes organisations ont été reçues mardi soir par le préfet, après duquel elles protestèrent pour la violation de la sépulture de Locussol par des activistes de la ville.

Unité d'action contre l'O.A.S. dans les Landes

Le Comité départemental de défense républicaine créé depuis deux ans et groupant vingt-deux organisations a réuni ce dimanche 7 janvier plus de quatre mille personnes à Dax dans un meeting contre l'O.A.S.

De tous les coins du département convergeait une population vibrante décidée à lutter « contre le fascisme, pour la défense de la République, pour la paix et la démocratie », ainsi que le témoignait la gigantesque banderole tendue au-dessus de « Léon des Landes ».

Léonce Dussarat, qui présidait, expliqua, en termes nets, le but de cette manifestation : « Tous ceux qui se sont groupés au sein de ce Comité de défense républicaine ont abandonné leur particularisme politique ou philosophique pour faire face au danger que représente le fascisme de l'O.A.S. »

Ce fut notre camarade Labeyrie, maire de Pontoux, qui apporta l'appui sans réserve du P.S.U. Des représentants de la C.F.T.C., du parti radical, de la C.G.T., de la S.F.I.O., de la F.E.N., du P.C.F. développèrent le même thème d'unité d'action tandis que le président du Comité de défense républicaine, Lamarque-Cando, et Bombezin secrétaire général de la C.G.A., firent approuver, à l'unanimité, une mention affirmant la volonté des organisations de rester unies et de mener le combat pour la défense de la liberté.

...ET LE JURA

Depuis plus d'un mois, fruit d'une initiative commune dans laquelle le P.S.U. prit une très large part, les responsables des syndicats ouvriers de tous les partis démocrates et de la Fédération nationale des déportés résistants et patriotes préparaient un rassemblement anti-O.A.S.

Ce fut le 14 janvier qu'à l'appel lancé par des milliers de tracts, des centaines d'affiches, le théâtre municipal de Lons-le-Saunier vit se dérouler une importante manifestation qui groupa des milliers de personnes.

Sur le podium, le maire, M. Seguin, conseiller général radical-socialiste, présidait. Des dizaines de maires des communes environnantes l'entouraient ainsi que les représentants du M.R.P., du parti radical, de la S.F.I.O., du P.C.F., du P.S.U., de la F.N.D.I.R.P., de la C.F.T.C., de la C.G.T., de F.O., du S.N.I., de la F.E.N. et du S.G.E.N.

Toutes les interventions montrèrent le souci des orateurs de faire une large union pour mettre un terme aux agissements criminels de l'O.A.S. Tous condamnèrent aussi la passivité coupable du pouvoir.

C'est notre camarade Pauly, secrétaire fédéral, qui prit la parole au nom du P.S.U. Il fut très chaleureusement applaudi.

Un important défilé clôtura cette manifestation, sous l'œil pacifique des gardiens de l'ordre, puis une couronne d'œillets fut déposée devant le monument élevé à la gloire de la Résistance jurassienne, par une foule silencieuse.

Pour les démocrates lédoniens, la seule voie à suivre est celle de l'union de tous les hommes qui veulent rester libres sans exclusive ni exclusivité.

S.O.S. P.S.U. !

On nous communique : Renvoyée d'un foyer catholique du XIX^e en raison de ses opinions politiques, renvoyée dans le même temps de l'emploi qu'elle occupait, une jeune fille, membre du P.S.U., recherche une chambre et un travail de débutante (classement ou écritures).

● Ecrire à Odile Dorlé, 35, rue de Meaux, Paris (XIX^e) qui transmettra.

Un groupe de jeunes recherche pour ses réunions un local — non commercial — à louer, entre 25 et 100 mètres carrés et situé dans le périmètre Bastille-Châtelet-Montparnasse-Austerlitz.

● S'adresser à Tribune socialiste, 8, rue Henner, Paris-IX^e, qui transmettra.

C. E. S. - Programme

CYCLE GENERAL

17, rue de Chaligny, Paris-12^e
(Entrée par la cour)
(Métro Reuilly-Diderot)
20 h. 30

● 30 janvier :

La période stalinienne en U.R.S.S. (Y. Craipeau).

COURS SUPERIEUR

44, rue de Rennes, Paris-6^e
Métro Saint-Germain-des-Près
21 h.

● 22 janvier :

La lutte pour la paix à l'époque de la stratégie nucléaire (J.-M. Vincent).

● 24 janvier :

L'Etat et la croissance économique (G. Servet).

Tribune Socialiste

HEBDOMADAIRE DU
PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ

● Administration :

54, boulevard Garibaldi
Paris (XV^e)
SUF. 19-20

C.C.P. PARIS 5826-65

3 mois 5 NF
6 mois 10 NF
1 an 19 NF
Soutien 30 NF

CUBA SI !

de Chris Marker

L'ENVIE nous prend de parler longuement de ce film de cinquante-sept minutes, interdit par la censure et qui manifeste chez Chris Marker un courage et un sens politique indéniables. Mais c'est de cinquante minutes d'Histoire qu'il faut rendre compte.

Depuis le 1^{er} janvier 1959, Cuba offre aux mondes semi-coloniaux, aux pays sous-développés l'exemple d'une révolution radicale. Cet exemple est plus que foudroyant et certains l'ont rangé aux côtés des révolutions russe et chinoise. La Révolution qui, au départ, était surtout empirique et anti-impérialiste, s'est peu à peu affermie par une idéologie socialiste due à la politique résolument ostraciste des Etats-Unis. Que Cuba vende son sucre à l'U.R.S.S. parce que les Etats-Unis décident de ne plus en acheter, que Cuba achète du pétrole à l'U.R.S.S. parce qu'il est moins cher que celui des Etats-Unis, cela n'a rien d'étonnant. Un pays de 6 millions d'habitants ne saurait vivre en autarcie. Si l'on examine de près la situation de Cuba, deux processus dynamiques apparaissent aujourd'hui :

1^o Le gauchissement idéologique : parallèlement à l'action que Castro menait contre l'impérialisme, un choix idéologique se dessinait, issu de l'action elle-même. Castro déclarait en avril 1959 être contre le communisme; il ne prévoyait pas encore, quatre mois après sa venue au pouvoir, une socialisation de l'économie. En réponse aux différentes sanctions économiques du gouvernement américain, Castro décide de nationaliser tous les monopoles du territoire cubain et, en mai 1961, le socialisme devient une conséquence logique de la Révolution cubaine.

2^o La radicalisation de la Révolution : c'est-à-dire le développement à l'intérieur du pays et à l'extérieur d'une révolution permanente. « Che » Guevara l'affirme : « On nous attaque, certes, pour ce que nous sommes, mais on nous attaque bien plus parce que nous montrons le chemin à suivre. Ce qui inquiète l'impérialisme, ce ne sont pas tant les mines de nickel ou les centrales sucrières qu'il vient de perdre à Cuba, mais le sort du pétrole vénézuélien, du coton mexicain, du cuivre chilien, des troupeaux argentins, du café brésilien, qui font la richesse des monopoles américains. » Il est certain que Cuba ouvre la voie aux futures révolutions d'Amérique latine, et les facteurs « exceptionnels » inhérents à La Havane de Batista ressemblent fort à ceux de l'Argentine, du Brésil ou du Chili d'aujourd'hui. La révolution castrite était au départ une réforme agraire, et c'est par cette réforme étendue aux autres pays d'Amérique latine, essentiellement agricole, que peut se radicaliser l'exemple cubain. D'abord paysanne, la révolution se porte ensuite dans les villes.

C'est à un moment très déterminé de l'Histoire que le film de Chris Marker se situe (il fut tourné en janvier 1961). Il ne faudrait pas parler du film en tant que documentaire car, s'il existe comme véhicule spécifiquement cinématographique, cette définition s'ouvre à tous les horizons pour faire de cette œuvre un cri, un pur ferment révolutionnaire.

M. Terrenoire l'a bien compris qui envoya à Chris Marker la lettre dont voici un extrait significatif concernant l'interdiction totale de « Cuba Si » et de « Liberté » :

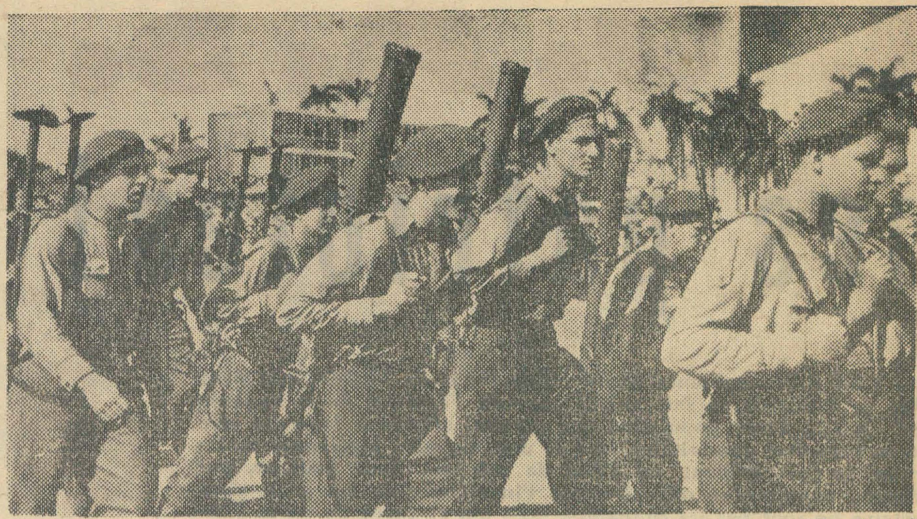
« ...Ces films ne peuvent être qualifiés de documentaires puisqu'ils constituent une apologie du régime castrite. Certes, ce qui y est rappelé ou rapporté du régime antérieur est conforme à la vérité historique ; mais le passage d'un système totalitaire d'extrême-droite à un système totalitaire d'extrême-gauche n'a pas laissé d'entraîner, à Cuba, de nouveaux excès et de multiples privations de liberté, dont les films en question ne portent nullement témoignage. Il s'agit d'ailleurs d'une règle générale. Tout film de propagande idéologique ne peut recevoir une autorisation, ne serait-ce qu'en raison des risques que ce genre de productions comporte pour l'ordre public.

« Enfin, dans le cas particulier de Cuba, vous ignorez peut-être que la presse et la radio de ce pays se livrent à de fréquentes attaques contre les élus et les populations de nos départements de la Martinique et de la Guadeloupe. Offrir, dans ces conditions, une audience cinématographique aux dirigeants de Cuba ne paraît pas convenable. »

Il eût été criminel pour Marker de faire une quelconque concession à la censure ou de masquer la vérité historique. On ne saurait résumer le film qui, comme tous ceux de Marker, a l'allure d'un essai (au sens où Montaigne écrivait des essais) ; la forme est ici moins littéraire que dans « Lettre de Sibérie » et se prête à un public que l'on voudrait plus large que celui des projections privées ; c'est un style de reportage qui, en ayant la limpidité des vues d'actualité prises sur le vif, possède un montage d'une surprenante efficacité. L'interview de Castro en un seul plan fixe est une idée géniale et possède la vertu de rendre le leader politique cubain aussi présent que si nous étions en face de lui. Le film de Marker rend compte aussi du peuple cubain, auquel nous n'avions pu croire à cause de nos connaissances déformées par le folklore occidental. Cette manière d'un peuple d'être cubain, profondément cubain, comme sa musique, le film nous l'apprend : la conga dans la rue et les mitrailleuses sur les toits. Un peuple sur la défensive, un peu antimilitariste mais dont chaque paysan, intellectuel, ouvrier, est armé parce qu'il faudra désormais répondre par soi-même à toute attaque (un dicton populaire affirme : « Pour venir à bout de 6 millions de Cubains, il faudra amener sur l'île 6 millions de soldats »).

Fidel Castro est explicite : « Nous n'aimons pas les parades, nous n'aimons pas la guerre. Nous vivons dans un monde où il faut se défendre, et nous saurons nous défendre. Mais nous aimerions mieux nous passer de canons et voir défiler les gymnastes. »

Pierre UYTTERHOEVEN.



(Keystone.)

Milices populaires à Cuba. « Nous n'aimons pas la guerre, mais nous vivons dans un monde où il faut se défendre et nous saurons nous défendre. »

LA RÉVOLUTION CUBAINE cette inconnue ...

Nous le savions déjà, mais « Le Monde », par la plume de Claude Julien, vient de nous le confirmer : les paroles, les écrits des dirigeants cubains nous parviennent très souvent déformés. Cuba est une révolution calomniée. Aussi faut-il saluer avec joie la parution chez le courageux éditeur François Maspéro du livre « Castro parle » et du numéro 2 de la revue « Partisans » consacré à Cuba (saisi arbitrairement, le numéro a pu réparaître).

Le livre et surtout la revue complètent partiellement une lacune. Les textes, cubains, pour l'essentiel, qui nous sont présentés nous permettent de voir un peu mieux la dynamique de la Révolution.

Cette Révolution dont on nous a dit un peu trop rapidement qu'elle était sans idéologie apparaît surtout comme une Révolution faite par des révolutionnaires sans préjugés. Castro et ses amis se sont montrés très peu soucieux d'imiter les pays qui se réclament du socialisme. Ils se sont inspirés des problèmes concrets de leur pays et ne sont jamais restés sourds aux aspirations des masses populaires de Cuba.

Cet antidogmatisme est très apparent dans les questions agricoles, mais les textes de « Che » Guevara montrent que les questions de l'édification industrielle sont abordées également avec beaucoup d'empirisme, avec la volonté d'apprendre et de corriger les erreurs. Cet empirisme n'empêche pas cependant les dirigeants cubains de ne pas ignorer la dynamique de la lutte de classes dans leur île. La défection d'une partie des classes moyennes, les difficultés rencontrées avec les anciennes élites et avec une partie des insurgés castristes de la première heure, sont replacées dans le contexte de la structure sociale cubaine. On ne sent pas chez les révolutionnaires cubains la volonté d'attribuer les déboires et les échecs à des conspirations ou des complots de « agents de l'étranger », bien que ceux-ci ne manquent pas.

Bien au contraire, cette Révolution enthousiaste recherche surtout les explications rationnelles, à partir des conflits de classes. Elle cherche à convaincre et à rallier autant qu'elle réprime. En même temps, elle a un sens très profond de son insertion dans une lutte de classes internationale, surtout à l'échelle de l'Amérique (rapports entre U.S.A. et Amérique Latine). Cuba n'essaie pas de faire la théorie du socialisme dans

une seule île. La victoire décisive sera remportée lorsque d'autres pays d'Amérique latine se joindront à Cuba.

Il reste naturellement beaucoup de problèmes non résolus. Or, sur ce point, les deux publications de chez Maspéro nous laissent sur tre faim.

On sait que Cuba a décidé de s'engager sur la voie du parti unique, par la réunion en une seule organisation des communistes et du « Mouvement du 26 juillet » (castristes). Quelle signification exacte a cette fusion ? Quel est le rôle du parti communiste, rallié de la dernière heure à la Révolution ? Quelle est la position des révolutionnaires cubains sur le stalinisme, récemment condamné à Moscou ? Autant de questions qui restent sans réponse alors que, semble-t-il, il existe des discussions à Cuba sur tous ces points. Il y a dans le numéro de « Partisans » quelques passages d'un discours de « Che » Guevara où celui-ci polémiquait avec les trotskistes (toujours autorisés et libres de s'exprimer, aux dernières nouvelles) sur le problème de la gestion ouvrière. Sur ce point aussi et sur les syndicats, nous aurions également aimé avoir plus de renseignements. Il faut espérer que François Maspéro aura l'occasion de compléter l'ensemble attachant qu'il nous présente aujourd'hui.

J.-M. VINCENT.

LE FLORIDE 43, Fg Montmartre
PROvence 63-40

Semaine du 17 au 23 janvier

LES BAS-FONDS
JEAN RENOIR
ULTIME RAZZIA

PANTHÉON

13, rue Victor-Cousin — ODE 15-04

Semaine du 17 au 23 janvier

L'ANNÉE DERNIÈRE
A MARIENBAD

Alain RESNAIS
et Alain ROBBE-GRILLET

BIENTOT L'ANGOLA

NOUS avons pu voir en projection privée un film, qui ne restera malheureusement pas longtemps en France, tourné par la N.B.C. (chaîne de télévision américaine) sur la révolte de l'Angola (*) « Journey to a war ».

Deux reporters américains sont allés examiner la situation sur place, avec leur matériel de chasseurs d'images ; l'un est arrivé par la voie officielle, et a vu la situation du côté portugais ; il nous décrit donc comment le progrès a été amené chez ces sauvages par les Portugais, comment l'absence de racisme, le développement économique, prouvent bien que les troubles actuels sont le fait d'une poignée de meneurs. L'autre est passé par le Congo et, avec un petit groupe de rebelles angolais armés, il a che-

miné dans la brousse, rencontrant des groupes de partisans. La rencontre des partisans venus du Congo et des premiers maquisards de l'intérieur, qui se déroule la nuit, à travers des signaux lumineux convenus, est très émouvante dans sa simplicité ; puis nous voyons, au fur et à mesure que la petite colonne s'enfonce dans le pays, défilent les villages détruits, les charniers, les témoins qui racontent la répression portugaise. Soit la répression quotidienne, ordinaire, liée à l'exploitation : les enfants de six ans qui travaillent, les familles luttées en bloc... la matraque spéciale des gardes-chiourme portugais, qui sert à écraser les mains, à fendre le crâne ou le menton — et des Angolais mutilés, défigurés, expliquent au reporter

comment la massue les a frappés. Soit la répression qui a commencé avec la révolte armée : la terre brûlée, le napalm.

À la frontière congolaise, des missions protestantes recueillent une foule de réfugiés, les soignent ; une infirmière américaine explique la nature des blessures des réfugiés, et la part qu'y prend le napalm.

Face à cette révolte, à ces petits groupes d'hommes armés de fusils parfois primitifs, où il y a une mitrailleuse pour dix hommes, dans les meilleurs cas, et qui font, dans leur village, l'exercice avec des fusils en bois pour se tenir prêts, nous voyons défilé sur l'écran les troupes portugaises, les paras bariolés, les lourds camions, les half-tracks. Et les escopettes des révoltés sembleraient bien dérisoires si... si l'on ne se rappelait que l'Histoire condamne le colonialisme, et que cette formule n'est pas un vain mot. Quand un peuple se

lève pour se battre, qu'il s'agisse des Aurès ou de l'attaque de la caserne de la Moncada le 26 juillet, les forces des révoltés semblent toujours ridicules par rapport à celles des oppresseurs. Et puis Castro fait renaître Cuba, l'Algérie arrache son indépendance...

Non, M. Salazar n'en a pas fini avec l'Angola.

Marcel RANCHAL.

(*) De courts extraits (cinq minutes) de ce film étaient passés à la Télévision française dans l'émission Cinq colonnes à la une.

PROJECTION UNIQUE

« Journey to a war », film de la T.V. américaine sur la guerre d'Angola, passera au Ciné-Club Action (Le Paris), 56, avenue de Saint-Ouen (Métro Guy-Moquet et La Fourche), le mardi 23 janvier, à 20 h 45.

L'O.A.S.

ces patriotes!

SI l'O.A.S. représente une certaine force en Algérie, cela tient évidemment au fait qu'elle exprime l'égoïsme de la majeure partie d'une population européenne, affolée à la seule idée de se retrouver minoritaire face à une majorité algérienne maintenue jusqu'à présent en l'état de sujétion. Nous pouvons, par ailleurs, comprendre objectivement l'inquiétude de ces gens, dont certains ne sont pas les coupables, mais qui risquent de payer l'impéritie des gouvernements du régime colonialiste moribond, ses exactions, les turpitudes et l'imprévoyance du système capitaliste.

Mais l'O.A.S., soi-disant « fer de lance » d'une partie de l'armée — et d'un quarteron d'officiers ambitieux (de Gaulle *dixit*) — que représente-t-elle pour les Français de la métropole, sinon des traîneurs de sabre, des militaires malchanceux, des ambitieux déçus qui utilisent les réactions les plus basses de la nature humaine en habillant leurs violences des thèmes classiques du fascisme ?

N'a-t-on pas entendu récemment un officier supérieur requérir contre un prêtre, coupable d'avoir pris parti, en invoquant la « défense de la société, défense qui s'intègre à celle de la civilisation occidentale tout entière... nous qui sommes imprégnés de cette civilisation de la croix latine »...

Ainsi se trouveraient justifiés — si nous ne savions ce que cachent ces mots — les tortures, les ratonnades, les assassinats perpétrés par ceux-là mêmes qui, aujourd'hui, se prétendent les meilleurs défenseurs de l'Occident contre un pseudo-danger matérialiste de l'Est.

Nous retrouvons là un des thèmes contre lesquels nous nous sommes toujours battus. Nous ne croyons pas qu'il ne puisse y avoir de politique sans morale, ni que la fin justifie les moyens. On nous objectera les méthodes de l'adversaire, comme si le crime, le terrorisme et la violence devenaient acceptables dès lors qu'ils s'abritent derrière le drapeau français et la croix plutôt qu'à l'ombre du croissant.

Plastic, tueurs, plastiqueurs ne peuvent exister — on en conviendra aisément — qu'avec l'appui ou la complicité, implicite et volontaire, de prétendus « patriotes » militaires, policiers, fonctionnaires et... capitalistes, bien entendu.

Nous publierons bientôt les attaches que ces patriotes entretiennent avec des groupements étrangers (tel « Jeune Europe », pour un nationalisme pan-européen) qui se chargent d'imprimer et d'introduire en France, par la frontière belge entre autres, la littérature fascisante.

Mais les tueurs, ces idéologues, ne travaillent pas bénévolement. Ils sont armés, payés et protégés par cette O.A.S. — et ses complices — qui font profession de patriotisme :

— A Lille, c'est chez un adjudant-chef que l'on découvre des armes (on le laisse en liberté) ;

— Le lieutenant Bernard, qui a déserté avec les armes de sa section, était connu pour ses opinions activistes ;

— D'importantes quantités d'explosifs sont volées dans des dépôts militaires... Alors qu'un prévenu avait averti complaisamment les autorités de l'imminence du forfait ;

— On subtilise des armes et plus de 54 millions de matériel radio en Algérie, on organise des attentats jusque dans les locaux du gouvernement ; on cambriole la Caisse d'épargne d'Alger ;

— Ainsi retrouve-t-on, à Toulouse, des conjurés du 13 mai que l'on arrête — par hasard — après quatre attentats, dans la même nuit ;

— Ainsi assassine-t-on, à Alger, un directeur des P. et T., tandis qu'à Boulogne, des tueurs mitraillent le siège de l'organisation syndicale de la Régie Renault.

Certains personnages — démasqués aujourd'hui — sont les mêmes que ceux qui ont participé aux précédents putschs... Et que la justice a laissés ou remis en liberté.

L'O.A.S. — ces patriotes — qui fait appel à l'esprit de la Résistance, engage, comme tueurs, d'anciens S.S. et des collaborateurs non repentis.

Leurs chefs, enfin — Godard, Salan et Cie — n'étaient-ils pas qualifiés par la plus haute autorité de l'Etat de « féaux » ?

On pourrait encore citer des dizaines et des dizaines de faits aussi scandaleux, qui prouveraient que la pourriture s'étend comme un cancer dans le corps social.

Durant ce temps, on disperse les manifestants antifascistes à coups de gourdin, on emprisonne les démocrates que l'on affuble de l'étiquette communiste ou F.L.N., on censure ou l'on saisit journaux et livres qui dénoncent les complicités des criminels. Comme si de telles dénonciations gênaient les pouvoirs publics...

Aussi, aujourd'hui, a-t-on le droit de dire que les responsabilités devront être établies et que la justice du peuple devra, sitôt qu'elle le pourra, sévir dans tous les milieux, aussi haut placés qu'ils se trouvent.

Car le peuple des travailleurs ne se laissera pas duper par le prétendu patriotisme des assassins O.A.S. Cette dernière aura beau vouloir assimiler son action à une lutte contre le communisme, les travailleurs français se souviendront que c'est de cette manière qu'Hitler a asservi l'Allemagne pour lui faire supporter la deuxième guerre mondiale et la responsabilité de dix millions de morts.

Il en serait de même en France si les masses populaires n'arrivaient pas en temps voulu à bousculer la veulerie des états-majors, englués dans leurs fauteuils et leur politique de collaboration.

Le « patriotisme » de l'O.A.S., il est le même que celui qui animait fascistes et hitlériens.

La force de l'O.A.S., elle, est surtout faite de la complicité du régime.

Mais la véritable force, celle qui pourra seule sauver la démocratie, c'est le peuple des travailleurs qui la détient et qui peut l'affirmer partout où se manifeste l'union sincère de tous les hommes décidés à vivre libres.

A. BENOIST

1962



1922-1934

de l'assassinat...



Giacomo MATTEOTTI

En 1923, le député socialiste Matteotti, qui avait dénoncé les violences fascistes est assassiné.

La route est ouverte à la dictature. Mussolini décide de « fouler aux pieds le cadavre pourri de la déesse liberté ».

... à la déportation des républicains :



(René Dazy.)

« Il y a la force si le consentement manque. » (Mussolini, 1923.)
Convoi de déportés pour les îles Lipari, « la Sibérie de feu » (1926).

la montée du fascisme